

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

**CHAPITRE 29**

**MINISTERE  
DES MINES, DE L'INDUSTRIE  
ET DU DEVELOPPEMENT  
TECHNOLOGIQUE**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

	<b>NOTE EXPLICATIVE</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>5</b>
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	7
<b>2.</b>	<b>ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>9</b>
2.1.	<b>PROGRAMME 376: VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES ET GEOLOGIQUES</b>	<b>10</b>
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	16
2.2.	<b>PROGRAMME 377: DIVERSIFICATION ET AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES</b>	<b>29</b>
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	30
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	31
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	32
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	36
2.3.	<b>PROGRAMME 378: VALORISATION DES INVENTIONS, INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES ET ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE</b>	<b>43</b>
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	44
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	45
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	46
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	49
2.4.	<b>PROGRAMME 379: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE</b>	<b>55</b>

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	56
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	57
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	57
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	60
<b>3.</b>	<b>BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES</b>	<b>71</b>
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	72
3.2.	LEÇONS APPRISES	74
3.3.	PERSPECTIVES	74

## NOTE EXPLICATIVE

---

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'État a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'État qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 Septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensemble des ministères et autres organes institutionnels, il a été nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'État. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice précédent.

Au terme des douze (12) mois d'exécution des 4 programmes inscrits dans la loi de finances 2017, le présent RAP 2017, rend compte de la mise en œuvre desdits programmes du MINMIDT en présentant:

- le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- l'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2017 ;
- le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement des Rapports Annuels de Performance revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'État bâtit un sentier de progression, un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

## 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Les différentes actions du MINMIDT s'inscrivent dans la volonté du Gouvernement de développer un secteur industriel sain, compétitif, diversifié et capable d'inverser la structure du commerce extérieur; en clair, il est question pour ce Département Ministériel, d'apporter sa contribution à l'amélioration de la croissance, dont l'objectif est fixé à un taux estimatif de 5,5 % en moyenne annuelle dans la période 2010-2020.

### Objectif Stratégique du sous-secteur

L'objectif sectoriel assigné au MINMIDT est d'assurer l'industrialisation à travers la transformation des matières premières locales ainsi que la promotion des exportations.

A ce titre, il s'agira de :

- i. valoriser les richesses minières du pays ;
- ii. promouvoir la transformation de l'aluminium et de l'acier ;
- iii. développer les filières porteuses de croissance et créatrices d'emplois ;
- iv. faire du Cameroun une véritable destination d'investissements ;
- v. promouvoir le développement des normes et qualités ;
- vi. promouvoir et valoriser des innovations technologiques

## 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Depuis l'année 2009, le Gouvernement camerounais s'est engagé dans un vaste chantier visant à promouvoir la croissance et l'emploi. Un document d'orientation de cette politique a été réalisé : le DSCE (Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi) qui énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020.

La contribution du MINMIDT à l'atteinte des objectifs globaux du DSCE est celle traduite de part son objectif stratégique qui est celui d'assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations. A cet effet, ses priorités nationales consistent à :

- valoriser les ressources minières ;
- améliorer la compétitivité de l'industrie camerounaise,
- développer la créativité, valoriser et promouvoir les produits de la recherche.

Le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique créé par le Décret présidentiel N° 2004/320 du 08 décembre 2004 portant organisation du Gouvernement et réorganisé par le Décret N° 408 du 09 décembre 2011, est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique industrielle et des stratégies de développement

technologique dans les différents secteurs de l'économie nationale. Le Décret n° 2012/432 du 1er octobre 2012, portant organisation du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, a renforcé les missions du MINMIDT.

A ce titre, il est responsable entre autres de :

- l'élaboration et de la mise en œuvre du plan d'industrialisation, de la prospection géologique et des activités minières ;
- la valorisation des ressources naturelles et de la transformation locale des produits agricoles ;
- la normalisation en rapport avec les départements ministériels ;
- la promotion, du suivi de l'investissement privé, de la propriété intellectuelle, des activités des zones franches industrielles et de la mission d'aménagement et de gestion des zones industrielles.

### **1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES**

L'exécution des programmes du MINMIDT en 2017 a été influencée par un certain nombre de facteurs internes et externes qui ont eu un impact direct sur la performance des actions. On peut citer:

- l'insécurité transfrontalière qui a perturbé l'activité du secteur minier à l'Est et dans le grand Nord;
- la chute drastique des cours de certaines matières premières minérales telles que le fer et la bauxite pour ne citer que ceux là, qui a ralenti la mise en œuvre des projets miniers y relatif;
- la compréhension encore embryonnaire de l'environnement socio-économique, de la gestion et la valorisation des innovations technologiques par les actifs de propriété industrielle;
- l'insuffisance drastique des infrastructures aussi bien dans les services centraux que déconcentrés ;
- l'harmonisation des inspections des établissements classés dangereux, insalubres et incommodes;
- la finalisation du Plan Directeur d'Industrialisation (PDI).

### **1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017**

Une augmentation significative de la Quantité d'or recouvrée dans les circuits formels par le CAPAM à travers la canalisation au près des artisans miniers de près 53.4 Kg en 2017;

L'amélioration de la connaissance du potentiel minier à travers les campagnes de levées aéroportées couvrant 50 % du territoire national et conforme aux normes internationales, effectuées par le PRECASEM et conduite par la Banque Mondiale.

Une campagne de prospection géologique et minière réalisée ayant abouti à la mise en

évidence de deux zones d'indice d'or et un indice de fer de moyenne teneur dans la vallée du Ntem dans la région du sud.

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2017

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 376

VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES ET GEOLOGIQUES

Responsable du programme

BOYOGUENO SERGE HERVE  
*Directeur des Mines*

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme a été mis en œuvre dans la perspective de permettre aux ressources minières hors pétrole d'apporter leur contribution au produit intérieur brut (PIB) d'une part et d'améliorer la connaissance de notre sous sol d'autre part. A cet effet, il s'agit dans le cadre de ce programme de :

- suivre la mise en œuvre des grands projets miniers par un accompagnement institutionnel;
- développer les activités d'exploitation des ressources minérales ;
- mettre en œuvre le programme de renforcement des capacités du secteur minier par le

PRECASEM;

- poursuivre la canalisation des produits issus de l'artisanat minier par le CAPAM ;
- certifier les diamants à travers le PK;
- poursuivre l'amélioration de l'information géologique et minière;
- identifier et géo référencer les sites miniers et géologiques sur l'ensemble du territoire national.

OBJECTIF	<b>Accroître la contribution des ressources géologiques et minières hors pétrole au PIB</b>	
<b>INDICATEUR</b>	<b>Intitulé :</b>	<b>Revenus issus de la délivrance des titres miniers</b>
	<b>Unité de mesure :</b>	Milliards de Francs CFA
	<b>Valeur de référence :</b>	4
	<b>Année de référence :</b>	2014
	<b>Valeur cible :</b>	5
	<b>Année cible :</b>	2016
<b>INDICATEUR</b>	<b>Intitulé :</b>	<b>Nombres de réserves minières prouvées</b>
	<b>Unité de mesure :</b>	Nombre
	<b>Valeur de référence :</b>	4
	<b>Année de référence :</b>	2016
	<b>Valeur cible :</b>	12
	<b>Année cible :</b>	2019

<b>RÉCAPITULATIF DES ACTIONS</b>	<p>Action 01 : <b>Appui au développement des activités d'exploitation des ressources minérales</b></p> <p>Action 02 : <b>Appui à la mise en œuvre des grands projets miniers</b></p> <p>Action 03 : <b>Amélioration de la Gouvernance du secteur minier</b></p> <p>Action 04 : <b>Intensification de la recherche géologique et minière</b></p> <p>Action 05 : <b>Sécurisation des sites miniers et géologiques</b></p> <p>Action 06 : <b>Contrôle des Activités Minières et Géologiques</b></p> <p>Action 07 : <b>Mise à la disposition et diffusion des textes encadrant le secteur ainsi que l'information géologique et minière nationale</b></p>	
<b>DOTATIONS INITIALES</b>	<b>AE : 6 247 455 000 F CFA</b>	<b>CP : 6 247 455 000 F CFA</b>
<b>Responsable du programme</b>	<b>M. BOYOGUENO Serge</b> , Directeur des Mines	

<b>OBJECTIF</b>	Accroître la contribution des ressources géologiques et minières hors pétrole au PIB	
<b>Indicateur</b>	Intitulé:	Revenus issus de la délivrance des titres miniers
	Unité de mesure	Mds
	Valeur de référence:	4.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	5.0
<b>Indicateur</b>	Année cible:	2016
	Intitulé:	Nombres de réserves minières certifiées
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	5.0
	Année de référence:	2014
<b>ACTIONS DU PROGRAMME</b>	Valeur Cible	12.0
	Année cible:	2019
	<p>Action 01: APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES</p> <p>Action 02: APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DES GRANDS PROJETS MINIERES</p> <p>Action 03: AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER</p> <p>Action 04: INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE</p> <p>Action 05: SECURISATION DES SITES GEOLOGIQUES ET MINIERES</p> <p>Action 06: CONTROLE DES ACTIVITES MINIERES ET GEOLOGIQUES</p> <p>Action 07: MISE À LA DISPOSITION ET DIFFUSION DES TEXTES ENCADRANT LE SECTEUR AINSI QUE L'INFORMATION GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE NATIONALE</p>	
<b>DOTATIONS INITIALES</b>	<b>AE</b> 6 247 455 000	<b>CP</b> 6 247 455 000
<b>RESPONSABLE DU PROGRAMME</b>	BOYOGUENO SERGE HERVE, Directeur des Mines	

## 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La chute des prix des matières premières sur le marché international et l'insuffisance de moyens logistiques notamment le matériel roulant pour effectuer des descentes sur le terrain sont les principaux éléments qui ont marqué ce programme en 2017.

Le PRECASEM qui est un acteur majeur grâce au financement de la Banque mondiale, a également connu des difficultés à cause de l'insécurité dans les zones frontalières de l'extrême nord et à l'est. Ce qui n'a pas permis le démarrage effectif de la vaste campagne de prospection géologique.

## 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

<p><b>RÉSULTATS TECHNIQUES OBTENUS</b> <i>(au 31 décembre 2017)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 255Kg transférés au MINFI pour un montant de 4 717 500 FCFA</li> <li>- Autres redevance du secteur minier pour 2 960 688 028 FCFA</li> <li>- Deux réserves sont en cours de certification (Codias pour la mine d'or de Colomine et Gstone pour le fer d'Akom II)</li> <li>- Poursuite de la campagne géophysique aéroportée par le PRECASEM conforme aux normes internationales;</li> <li>- l'élaboration et la promulgation de la loi portant sur le code minier par le chef de l'état;</li> <li>- une campagne de prospection géologique et minière a été réalisée et a abouti à la mise en évidence de deux zones d'indice d'or et un indice de fer de moyenne teneur dans la vallée du ntem dans la région du sud;</li> <li>- la Mise en place progressive d'un cadastre minier modernisé s'est poursuivie et le personnel été formé à l'utilisation des systèmes informatiques;</li> </ul>	
<p><b>TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR</b></p>	<p><b>94.5%</b></p>	
<p><b>DOTATION DE CRÉDITS REVISES</b> <i>(écarts)</i></p>	<p><b>AE : 3 718 946 000 F CFA</b> <i>(-2 528 509 000)</i></p>	<p><b>CP : 3 718 946 000 F CFA</b> <i>(-2 528 509 000)</i></p>
<p><b>CRÉDITS CONSOMMES</b></p>	<p><b>ENGAGEMENT : 3 486 409 000 F CFA</b></p>	<p><b>ORDONNANCEMENT : 3 486 409 000 F CFA</b></p>
<p><b>TAUX DE CONSOMMATION</b></p>	<p><b>93.75%</b></p>	

<p align="center"><b>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES</b></p>	<p align="center">Les ressources ont été principalement utilisées à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la canalisation de certaines substances minérales par le CAPAM et le prélèvement de 15% de la production de l'or issu des exploitations artisanales;</li> <li>- une cartographie détaillée des sites d'exploitations artisanales ainsi que le recensement des équipements de production ont permis de maîtriser et d'améliorer le niveau réel d'activité et de production par site;</li> <li>- le Code Minier a été soumis au parlement, adopté puis promulgué par le Président de la République;</li> <li>- la Mise en place progressive d'un cadastre minier informatisé s'est poursuivie et le personnel a été formé à l'utilisation des systèmes informatiques;</li> </ul>
<p align="center"><b>PERSPECTIVES POUR 2018</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- poursuite des opérations de collecte d'or par le CAPAM, DM;</li> <li>- poursuite du projet PRECASEM;</li> <li>- encadrement des artisans miniers.</li> </ul>

<p>RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 255Kg transférés au MINFI pour un montant de 4 717 500 FCFA</li> <li>- Autres redevance du secteur minier pour 2 960 688 028 FCFA</li> <li>- Deux réserves sont en cours de certification (Codias pour la mine d'or de Colomine et Gstone pour le fer d'Akom II)</li> <li>- Poursuite de la campagne géophysique aéroportée par le PRECASEM conforme aux normes internationales;</li> <li>- l'élaboration et la promulgation de la loi portant sur le code minier par le chef de l'état;</li> <li>- une campagne de prospection géologique et minière a été réalisée et a abouti à la mise en évidence de deux zones d'indice d'or et un indice de fer de moyenne teneur dans la vallée du ntem dans la région du sud;</li> </ul> <p>la Mise en place progressive d'un cadastre minier modernisé s'est poursuivie et le personnel été formé à l'utilisation des systèmes informatiques;</p>	
<p>TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR</p>	<p align="center">75</p>	
<p>DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:</p>	<p align="center">AE 3 718 947 435</p>	<p align="center">CP 3 718 947 435</p>
<p>(écarts = Dot.init - Dot.rev)</p>	<p align="center">Ecart AE 2 528 507 565</p>	<p align="center">Ecart CP 2 528 507 565</p>
<p>CRÉDITS CONSOMMÉS</p>	<p align="center">AE 3 486 409 000</p>	<p align="center">CP 3 486 409 000</p>
<p>TAUX DE CONSOMMATION</p>	<p align="center">94 %</p>	<p align="center">94 %</p>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES</p>	<p>Les ressources ont été principalement utilisées à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la canalisation de certaines substances minérales par le CAPAM et le prélèvement de 15% de la production de l'or issu des exploitations artisanales;</li> <li>- une cartographie détaillée des sites d'exploitations artisanales ainsi que le recensement des équipements de production ont permis de maîtriser et d'améliorer le niveau réel d'activité et de production par site;</li> <li>- le Code Minier a été soumis au parlement, adopté puis promulgué par le Président de la</li> </ul>	

	République; la Mise en place progressive d'un cadastre minier informatisé s'est poursuivie et le personnel a été formé à l'utilisation des systèmes informatiques;
PERSPECTIVES 2018	<ul style="list-style-type: none"><li>- Poursuite des opérations de collecte d'or par le CAPAM, DM;</li><li>- poursuite du projet PRECASEM;</li><li>- encadrement des artisans miniers.</li></ul>

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

### Action 01 APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES

Au total, 255 Kg d'or ont été canalisés auprès des artisans miniers et collectés auprès des sociétés de l'artisanat minier peu mécanisé. Les ressources ont été essentiellement utilisées pour la subvention au CAPAM (400 millions de Francs CFA)

OBJECTIF	Accroître la production des substances minérales								
Indicateur	Intitulé:	Quantité d'or canalisés dans les circuits formels						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	kg							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	200.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	800.0						43.69%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	?Canalisation de l'or issu de l'artisanat minier dans les circuits formels en vue du renforcement des réserves d'or du Cameroun (au 31 décembre 2017, 20 kg d'or ont été canalisés par le CAPAM) ; ?712,6 kg d'or ont été enregistrés auprès des sociétés pratiquant l'exploitation semi-mécanisée en 2017 ?255 kg d'or ont été rétrocédés au trésor public							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	625 000 000	625 000 000	616 714 750	616 714 750	616 714 750	616 714 750	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>- S'agissant de l'artisanat minier au sens strict, le CAPAM ne canalise que 5% de l'or produit par les artisans miniers à cause de l'insuffisance des dotations allouées à cette opération. 95% de l'or issu de l'artisanat minier au sens strict s'écoule dans les circuits informels causant d'énormes pertes à l'Etat en matière de taxes, de traçabilité de la production pouvant impacter sur le PIB et le budget de la nation;</p> <p>- l'extension de la sécurité dans 5 (cinq) nouveaux sites miniers pour réduire l'activité des trafiquants n'a pu être effectuée faute de moyens, ce qui a eu un impact négatif au niveau des quantités à canaliser dans les sites miniers concernés;</p> <p>- l'activité connaît régulièrement une inflation des prix d'achat sur le terrain à cause de la spéculation menée par les trafiquants.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>- Canalisation de l'or issu de l'artisanat minier dans les circuits formels en vue du renforcement des réserves d'or du Cameroun (au 31 décembre 2017, 20 kg d'or ont été canalisés par le CAPAM) ;</p> <p>- 712,6 kg d'or ont été enregistrés auprès des sociétés pratiquant l'exploitation semi-mécanisée en 2017</p> <p>255 kg d'or ont été rétrocédés au trésor public</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Au total, 255 Kg d'or ont été canalisés auprès des artisans miniers et collectés auprès des sociétés de l'artisanat minier peu mécanisé. Les ressources ont été essentiellement utilisées pour la subvention au CAPAM (400 millions de Francs CFA)</p>								

Perspectives 2018	<p><b>Sur le plan juridique et organisationnel</b></p> <p>Un projet de texte visant la transformation juridique du CAPAM en une société à capital public a été soumis à l'attention de la hiérarchie.</p> <p>Cette société, pourrait être le gendarme de l'Etat dans le secteur de l'artisanat minier, avec pour mission de réguler, de développer, de promouvoir, de suivre et de contrôler les activités menées dans le cadre de l'Artisanat Minier dans le but de remettre en ordre ce secteur d'activité et d'y accroître de manière substantielle les recettes de l'Etat.</p> <p>Par ailleurs, l'accent sera mis sur la reprise en main du secteur minier artisanal et l'accroissement substantiel des recettes de l'Etat provenant de secteur à travers:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation d'une campagne de sensibilisation de tous les acteurs sur les nouvelles dispositions réglementaires notamment;</li> <li>- la poursuite de l'identification des nouveaux sites d'exploitation et le suivi de la production ;</li> <li>- le démarrage de l'étude des contrats de partenariat et l'identification physique des exploitations en cours;</li> <li>- le démarrage de la canalisation du saphir et du sable, sous réserve de l'approbation du Comité de Pilotage, avec une partie des recettes issues du prélèvement;</li> <li>- la réalisation d'un état des lieux de l'artisanat minier peu mécanisé dans les Régions du Sud et de l'Adamaoua;</li> <li>- la modernisation de l'outil de production des artisans locaux qui pourraient aussi acquérir des équipements tels que les excavateurs, unités de lavage avec l'appui technique et financier du CAPAM, pour accroître leur production.</li> </ul> <p><b>Sur le plan budgétaire</b></p> <p>La transformation juridique souhaitée du CAPAM va lui confier de multiples leviers de levée de fonds notamment à travers les partenariats et joint-venture qu'il pourrait nouer et mettre en œuvre. L'acquisition de logiciels de gestion ad hoc va contribuer à améliorer la gouvernance de l'institution. La recherche de partenariats pouvant accroître les possibilités de financement des activités du CAPAM sera développée.</p> <p><b>Sur le plan administratif</b></p> <p>L'aboutissement du dossier sur l'examen des contrats du personnel permettra d'assainir le fichier du personnel de même qu'un nouvel organigramme permettra d'améliorer l'efficacité et l'efficience des activités menées. Le suivi du conventionnement du nouveau bâtiment sera poursuivi en vue d'améliorer les cadres de travail du CAPAM.</p>
-------------------	--

## Action 02 APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DES GRANDS PROJETS MINIERES

Le projet de fer de MBALAM en particulier et les projets miniers en général ont connu quelques retards dus à la chute des cours sur le marché international.

OBJECTIF	Faciliter le démarrage effectif des grands projets miniers							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapport de suivi des projets miniers et éventuelles conventions minières signées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		5.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		20.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		Les rapports sur : Fer de Mbalam, Cimencam (02), Rocaglia, Sinostelle, FongoTongo, Akonolinga, C&K ont été produits et transmis aux Services du Premier Ministre						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 000 000	5 000 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>Le sous-sol Camerounais est extrêmement riche et varié. On n'y trouve des gisements d'importance mondiale reconnus (cobalt/nickel, rutile et bauxite), des gisements intéressants de fer, d'or, de diamant, de bauxite ou d'uranium, etc. Pendant longtemps ces ressources minières n'ont pas été véritablement mises en valeur à une échelle industrielle. Elles ont plutôt été utilisées de façon marginale dans l'économie camerounaise. Dans le cadre de la nouvelle vision du développement, le gouvernement se propose d'accélérer la mise en exploitation des gisements découverts et ceux en cours d'exploration.</p> <p>Au regard des retards accusés par certaines entreprises et des difficultés qu'elles rencontrent, il est impératif d'accompagner celles dont les résultats sont probants afin que les travaux tant annoncés puissent véritablement démarrer d'une part et procéder au retrait des permis de celles qui ne peuvent pas amener les travaux à terme ensuite, lancer des appels à manifestations d'intérêts pour rechercher des partenaires stratégiques. Le présent projet trouve alors son intérêt et sa justification dans le processus d'accompagnement technique de ces opérateurs. Il est question compte tenu de la position stratégique du fer de Kribi, d'accélérer les négociations qui aboutiront à la signature de la convention minière. D'ores et déjà, les accompagnements nécessaires seront apportés à ces opérateurs.</p>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	Les rapports sur : Fer de Mbalam, Cimencam (02), Rocaglia, Sinostelle, FongoTongo, Akonolinga, C&K ont été produits et transmis aux Services du Premier Ministre							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le projet de fer de MBALAM en particulier et les projets miniers en général ont connu quelques retards dus à la chute des cours sur le marché international.							

Perspectives 2018	<p>Apporter des facilitations aux opérateurs économiques pour que les grands projets miniers en cours au Cameroun parviennent rapidement à la phase d'exploitation effective : Il s'agit notamment des projets :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fer de Mbalam;</li><li>- Fer des mamelles de Kribi par SINOSTEEL;</li><li>- Fer de Nkout ;</li><li>- Fer de Ngoya 1 et Ngoya 2 par CAMINA ;</li><li>- Or de l'Est par CAMINCO.</li></ul> <p>Lancer des appels à manifestation d'intérêts pour des projets en arrêt et dont le démarrage nécessite l'intervention des partenaires stratégiques fiables notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le projet Cobalt/Nickel ;</li><li>- le projet Rutile d'Akonolinga et de NangaEboko ;</li><li>- le projet Bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal;</li><li>- le projet Bauxite de Fongo-Tongo.</li></ul>
-------------------	---

### Action 03 AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER

- la production d'un certificat d'exportation infalsifiable avec hologramme sécurité;
- un avant projet du décret d'application de code minier a été élaboré et transmis dans les services du premier ministre
- la modernisation du cadastre minier à travers son informatisation;
- une mission de contrôle des sites miniers conduite par le Ministre qu'accompagnait le Secrétaire d'État, a été effectuée dans la région de l'Est.

OBJECTIF	Améliorer la traçabilité dans le processus d'exploitation des substances minérales et la gestion des titres miniers							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de titre miniers attribués ou renouvelés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		126.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		160.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		58 permis de recherche 24 renouvellements 7 permis de carrières industrielles 4 renouvellements des carrières industrielles 14 permis de carrières d'intérêt public 3 renouvellements de carrières d'intérêt public 87 lettres d'approbation en vue de l'octroi par les Délégués Régionaux des autorisations d'exploitation artisanale.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	80 000 000	80 000 000	79 000 000	79 000 000	79 000 000	79 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le passage du Code Minier de 1964 à celui de 2001 modifié et complété en 2010, a engendré une intense activité minière, caractérisée aujourd'hui d'une part par la délivrance de plus d'une centaine de permis de recherche et par la signature de quelques conventions minières d'autre part. Cependant, plusieurs dysfonctionnements majeurs continuent à plomber l'essor et le plein épanouissement du secteur minier, qui pourtant est identifié comme l'un des piliers essentiels devant permettre au Cameroun d'atteindre son émergence en 2035.</p> <p>Parmi ces dysfonctionnements, on peut citer les chevauchements entre les titres miniers d'une part et les aires protégées d'autres parts. Les attributions non contrôlées des autorisations d'exploitation artisanale, qui très souvent se retrouve à l'intérieure des permis de recherche qui ont pourtant un droit exclusif.</p> <p>Afin de pallier à ces dysfonctionnements, le Cadastre Minier a été mis sur pied par décret N°2012/432 du 01 octobre 2012. Cette structure gère les titres miniers et assure le marketing et la promotion du secteur à travers les présentoirs des cartes, des cartes minières actualisées, des cartes de retombes minières etc. Cependant, le manque d'équipements pour la modernisation de ce secteur d'activité entrave son fonctionnement qui se trouve être encore à ce jour un cadastre graphique.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>58 permis de recherche 24 renouvellements 7 permis de carrières industrielles 4 renouvellements des carrières industrielles 14 permis de carrières d'intérêt public 3 renouvellements de carrières d'intérêt public 87 lettres d'approbation en vue de l'octroi par les Délégués Régionaux des autorisations d'exploitation artisanale.</p>							

<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la production d'un certificat d'exportation infalsifiable avec hologramme sécurité;</li> <li>- un avant projet du décret d'application de code minier a été élaboré et transmis dans les services du premier ministre</li> <li>- la modernisation du cadastre minier à travers son informatisation;</li> <li>- une mission de contrôle des sites miniers conduite par le Ministre qu'accompagnait le Secrétaire d'État, a été effectuée dans la région de l'Est.</li> </ul>
<p>Perspectives 2018</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-la poursuite de la mise en œuvre des mécanismes de bonne gouvernance ;</li> <li>-la poursuite du renforcement des capacités techniques du personnel de suivi des activités minières ;</li> <li>-l'accélération de la procédure de révision des textes d'application du nouveau code minier;</li> <li>-la poursuite de la procédure portant création d'une société de patrimoine à l'instar de la SNH dans le secteur des hydrocarbures, pour gérer les intérêts de l'Etat dans le domaine de la mine solide et de promouvoir les activités en vue de la valorisation des ressources minérales nationales;</li> <li>-l'extension du traçage et de la certification aux autres substances précieuses en plus du diamant sous la houlette du SNPPK ;</li> <li>-la poursuite de la modernisation du cadastre minier et du système de gestion des procédures cadastrales.</li> </ul>

## Action 04 INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE

Les ressources de ce projet ont permis d'effectuer les missions de collectes et de levés géologiques.

<b>OBJECTIF</b>	Améliorer l'information géologique et minière							
<b>Indicateur</b>	Intitulé:		Nombre d'indices miniers disponibles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		118.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		136.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		<p>?La poursuite de la mise en œuvre du PRECASEM avec entre autres les levées géophysiques aéroportées qui ont permis d'améliorer l'information géologique et minière de 70%;</p> <p>?Couverture d'une grande partie du Sud-Cameroun par la campagne de prospection géologique et géochimique, coordonnée par le PRECASEM</p> <p>?Mise en évidence de l'existence d'un gîte d'argile pour poterie dans la localité de Wom, département de l'Océan, Région du Sud.</p> <p>?Recherche bibliographique et compilation des données existantes ;</p> <p>?Une campagne de levés géologiques, de prospection au marteau et alluvionnaire, ainsi que de collecte des échantillons a été effectuée dans les localités de Nkan, Andom, Akonangui, Mefoup, Ndong-Met et et Mekomo Akiémé situées respectivement dans les Arrondissements d'Ambam et de Kyé-Ossi, Département de la Vallée du Ntem, Région du Sud. Cette campagne a permis la collecte de 20 échantillons de roches pour des analyses ultérieures en laboratoire et, l'identification de TROIS (03)indices de fer de moyenne teneur.</p>					
<b>CRÉDITS</b>	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 777 000 000	4 777 000 000	2 344 605 000	2 344 605 000	2 344 605 000	2 344 605 000	100 %	100 %
<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION</b>	Le territoire camerounais n'est couvert aujourd'hui qu'à 40% en termes de prospection géologique et minière. Cette action vise non seulement à poursuivre les activités de recherche, mais aussi à l'actualisation et la mise à disposition des opérateurs économiques, des informations existantes.							
<b>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La poursuite de la mise en œuvre du PRECASEM avec entre autres les levées géophysiques aéroportées qui ont permis d'améliorer l'information géologique et minière de 70%;</li> <li>- Couverture d'une grande partie du Sud-Cameroun par la campagne de prospection géologique et géochimique, coordonnée par le PRECASEM</li> <li>- Mise en évidence de l'existence d'un gîte d'argile pour poterie dans la localité de Wom, département de l'Océan, Région du Sud.</li> <li>- Recherche bibliographique et compilation des données existantes ;</li> </ul> <p>Une campagne de levés géologiques, de prospection au marteau et alluvionnaire, ainsi que de collecte des échantillons a été effectuée dans les localités de Nkan, Andom, Akonangui, Mefoup, Ndong-Met et et Mekomo Akiémé situées respectivement dans les Arrondissements d'Ambam et de Kyé-Ossi, Département de la Vallée du Ntem, Région du Sud. Cette campagne a permis la collecte de 20 échantillons de roches pour des analyses ultérieures en laboratoire et, l'identification de TROIS (03)indices de fer de moyenne teneur.</p>							
<b>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</b>	Les ressources de ce projet ont permis d'effectuer les missions de collectes et de levés géologiques							

Perspectives 2018	<p>Poursuivre la collecte des données géologiques, géophysiques et minières sur quelques zones peu connues et les diffuser en direction des parties prenantes ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Amélioration de la gouvernance minière ;</li></ul> <p>L'objectif proposé est de développer des potentialités géologiques et minières, avec pour indicateur, le taux de couverture du territoire, qui cadre bien avec l'unité de mesure.</p>
-------------------	---

## Action 05 SECURISATION DES SITES GEOLOGIQUES ET MINIERS

Les ressources affectées bien qu'appréciables, n'ont pas permis l'atteinte des résultats satisfaisants dans la mise en œuvre de l'activité de cette action. Néanmoins, les activités menées ont permis :

- les descentes sur le terrain pour l'identification et le géo-référencement des sites miniers et géologiques ;
- la compilation et le géo-référencement des données sur les géo-risques, géo-catastrophes, les risques et catastrophes dans les sites d'exploitation géologique et minière de certaines régions.

OBJECTIF	Réduire les risques et prévenir les catastrophes liées aux activités d'exploitation minière et géologiques							
Indicateur	Intitulé:		Taux de sites miniers et géologiques sécurisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		60.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance administrative et contrôle technique des activités de prospection et de recherche minière ;</li> <li>- mise à jour de la base de données de typologie des risques des catastrophes ;</li> <li>- mise à jour du Système d'Information Géographique (SIG) pour la pour la prévention des risques et catastrophes naturelles ;</li> <li>- carte de géo risque disponible pour le Région de l'Est ;</li> <li>- sur les dix sites à risque que compte la Région de l'Adamaoua, trois ont été cartographiés en 2017 ;</li> <li>- Collecte des données de géorisques dans les sites d'exploitation artisanale de l'or dans la localité de Légalgoro, Arrondissement de Galim-Tignère, Département du Faro et Déo, Région de l'Adamaoua ;</li> <li>- Elaboration de la carte de géorisques des sites d'exploitation artisanale de Légalgoro.</li> </ul>						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	57 000 000	57 000 000	35 826 498	35 826 498	32 626 000	32 626 000	91 %	91 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La situation géographique du Cameroun, son climat et ses régimes hydrographiques, l'exposent à une forte prévalence des risques et catastrophes naturels, qui se multiplient tout en se complexifiant avec les activités d'exploitations minières artisanales et des carrières, accompagnées des éboulements et glissements de terrain (Kambele, Bétaré Oya, KeteColomine, Ngoura, Bafoussam, Menoua, Sanchou...) ainsi que des inondations, avec des pertes en vies humaines et beaucoup de dégâts matériels.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Surveillance administrative et contrôle technique des activités de prospection et de recherche minière ;</li> <li>- mise à jour de la base de données de typologie des risques des catastrophes ;</li> <li>- mise à jour du Système d'Information Géographique (SIG) pour la pour la prévention des risques et catastrophes naturelles ;</li> <li>- carte de géo risque disponible pour le Région de l'Est ;</li> <li>- sur les dix sites à risque que compte la Région de l'Adamaoua, trois ont été cartographiés en 2017 ;</li> <li>- Collecte des données de géorisques dans les sites d'exploitation artisanale de l'or dans la localité de Légalgoro, Arrondissement de Galim-Tignère, Département du Faro et Déo, Région de l'Adamaoua ;</li> <li>- Elaboration de la carte de géorisques des sites d'exploitation artisanale de Légalgoro.</li> </ul>							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources affectées bien qu'appréciables, n'ont pas permis l'atteinte des résultats satisfaisants dans la mise en œuvre de l'activité de cette action. Néanmoins, les activités menées ont permis :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les descentes sur le terrain pour l'identification et le géo-référencement des sites miniers et géologiques ;</li><li>- la compilation et le géo-référencement des données sur les géo-risques, géo-catastrophes, les risques et catastrophes dans les sites d'exploitation géologique et minière de certaines régions.</li></ul>
Perspectives 2018	<p>Améliorer la cartographie des sites miniers et géologiques par l'identification et le géo-référencement d'au moins 80 sites à l'horizon 2018;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mettre en place un Dispositif National de prévention et gestion des géo-risques, géo-catastrophes, dans les sites miniers et géologiques.</li><li>- Augmenter la dotation budgétaire de l'action.</li></ul>

## Action 06 CONTROLE DES ACTIVITES MINIERES ET GEOLOGIQUES

- la **présence permanente de l'État sur le terrain** est indispensable pour le contrôle des activités minières des sociétés de carrière et dépôts d'explosifs, d'exploitation minière artisanales semi –mécanisées, des eaux minérales et thermo minérales nécessite, pour la contribution du secteur minier à l'accroissement du PIB;
- **les capacités opérationnelles** et les moyens logistiques et financiers qui doivent être renforcés ;
- **les ressources humaines** en quantité et en qualité qui doivent être renforcées ;
- Le suivi des activités de prospection géologique et du monitoring des zones à risques, nécessitent une révision de la hausse des moyens alloués qui se sont avérés insuffisants et n'ont pas permis une réalisation satisfaisante.

OBJECTIF	Assurer une meilleure mise en œuvre des activités minières et géologiques							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des activités réalisées dans le programme				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  90	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		80.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Fonctionnement courant de la Direction des Mines ; - Fonctionnement courant de la Direction de la Géologie ; - Appui logistique aux contrôles ; - Suivi des activités minières, du cadastre minier et des hydrocarbures ; surveillance administrative et contrôle technique de : . carrières ; . dépôts d'explosifs ; . sociétés d'exploitation minière artisanales semi - mécanisées ; . sociétés des eaux minérales ; . sites d'exploitations minières artisanales semi - mécanisées contrôlés ; -Suivi des activités de recherche géologique et d'exploration minière, réalisées dans les Sociétés minières avec production des rapports de mission de surveillance administrative et de contrôle technique.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	673 455 000	673 455 000	622 887 851	622 887 851	397 775 000	397 775 000	64 %	64 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>Les activités des sociétés de carrière et dépôts d'explosifs, d'exploitation minière artisanales semi mécanisées, des eaux minérales et thermo minérales doivent être suivies sur le terrain en vue de s'assurer du respect de la réglementation en vigueur notamment, de leur cahier de charges d'une part, et des déclarations de la production et du paiement des taxes réglementaires d'autre part ;</p> <p>-Plusieurs titres de reconnaissance et d'exploration miniers et de matériaux, sont attribués aux opérateurs. Ceux-ci nécessitent, conformément à la réglementation en vigueur, le contrôle et l'évaluation de l'exécution des cahiers de charge ;</p> <p>-L'exploitation artisanale des métaux et pierres précieuses, sont source de risques d'effondrement ou d'éboulement de terrains. A ce titre, il est avéré nécessaire de procéder à une évaluation permanente des risques sus-évoqués.</p>							

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonctionnement courant de la Direction des Mines ;</li> <li>- Fonctionnement courant de la Direction de la Géologie ;</li> <li>- Appui logistique aux contrôles ;</li> <li>- Suivi des activités minières, du cadastre minier et des hydrocarbures ; surveillance administrative et contrôle technique de : <ul style="list-style-type: none"> <li>. carrières ;</li> <li>. dépôts d'explosifs ;</li> <li>. sociétés d'exploitation minière artisanales semi -mécanisées ;</li> <li>. sociétés des eaux minérales ;</li> <li>. sites d'exploitations minières artisanales semi -mécanisées contrôlés ;</li> </ul> </li> <li>- Suivi des activités de recherche géologique et d'exploration minière, réalisées dans les Sociétés minières avec production des rapports de mission de surveillance administrative et de contrôle technique.</li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>la présence permanente de l'État sur le terrain</b> est indispensable pour le contrôle des activités minières des sociétés de carrière et dépôts d'explosifs, d'exploitation minière artisanales semi -mécanisées, des eaux minérales et thermo minérales nécessite, pour la contribution du secteur minier à l'accroissement du PIB;</li> <li>- <b>les capacités opérationnelles</b> et les moyens logistiques et financiers qui doivent être renforcés ;</li> <li>- <b>les ressources humaines</b> en quantité et en qualité qui doivent être renforcées ;</li> <li>-Le suivi des activités de prospection géologique et du monitoring des zones à risques, nécessitent une révision de la hausse des moyens alloués qui se sont avérés insuffisants et n'ont pas permis une réalisation satisfaisante.</li> </ul>
<p>Perspectives 2018</p>	<p>Il serait judicieux d'augmenter les ressources allouées à la réalisation de ladite action et renforcer les capacités du personnel, en vue de permettre un contrôle efficace et un meilleur suivi-évaluation des cahiers de charges des opérateurs. Ce qui va renforcer le respect de la réglementation et conduire à l'amélioration des recettes y relatives.</p>

## Action 07

## MISE À LA DISPOSITION ET DIFFUSION DES TEXTES ENCADRANT LE SECTEUR AINSI QUE L'INFORMATION GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE NATIONALE

<p>Les ressources affectées à cette action ont permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition du matériel de numérisation</li> <li>- Acquisition du matériel de bibliothèque, de cartothèque et de lithothèque.</li> </ul>										
OBJECTIF	Promouvoir le secteur minier camerounais dans toutes ses composantes en vue d'attirer les investisseurs									
Indicateur	Intitulé:	nombre et catégories d'usagers/visiteurs recherchant l'information géologique et minière reçus au CIGM							TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%								
	Année de référence:	2014								
	Valeur de référence:	50.0								
	Année cible:	2018								
	Valeur Cible	500.0								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	<ul style="list-style-type: none"> <li>-En 2017, le MINMIDT a pris part à PETROMINE à DOUALA. Plus de 150 étudiants visiteurs ont été briefé sur le potentiel géologique et minier du Cameroun</li> <li>-Le MINMIDT a également mené une concertation à Batouri le 24 novembre 2017 en présence de tous les Maires de la Région de l'Est sur le nouveau Code Minier.</li> <li>-Mise en Place d'une bibliothèque, d'une cartothèque et d'une lithothèque par le CIGM</li> <li>-Organisation des journées « portes-ouvertes » au CIGM</li> </ul>							100	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	30 000 000	30 000 000	17 513 336	17 513 336	13 513 000	13 513 000	77 %	77 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le secteur minier souffre de l'inexistence des données consolidées et actualisées sur le sous-sol national en général et d'un catalogue d'indices miniers à jour.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En 2017, le MINMIDT a pris part à PETROMINE à DOUALA. Plus de 150 étudiants visiteurs ont été briefé sur le potentiel géologique et minier du Cameroun</li> <li>- Le MINMIDT a également mené une concertation à Batouri le 24 novembre 2017 en présence de tous les Maires de la Région de l'Est sur le nouveau Code Minier.</li> <li>- Mise en Place d'une bibliothèque, d'une cartothèque et d'une lithothèque par le CIGM</li> <li>Organisation des journées « portes-ouvertes » au CIGM</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources affectées à cette action ont permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition du matériel de numérisation</li> <li>- Acquisition du matériel de bibliothèque, de cartothèque et de lithothèque.</li> </ul>									
Perspectives 2018	Promouvoir le secteur minier camerounais dans toutes ses composantes pour attirer de plus en plus les investisseurs									

# 2017

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 377

DIVERSIFICATION ET AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES  
FILIERES INDUSTRIELLES

Responsable du programme

NTAKEU KOUMTOUZOI Bruno Armel  
*Directeur de l'Industrie*

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme d'amélioration de la Compétitivité de l'Industrie Camerounaise repose sur sept actions opérationnelles dont trois sont de nature à avoir un impact significatif quant à l'atteinte de l'objectif du programme:

- le développement des normes et de la qualité. L'objectif à travers celle-ci est d'améliorer le système national de normalisation en vue d'améliorer l'accès des industries au marché extérieur. Il s'agit d'aborder la question des normes en usant de plus de stratégie qui permettra au Cameroun de se faire plus compétitif dans le contexte de l'économie mondiale, tout en améliorant les aspects sociaux et environnementaux. Il peut être mesuré à de nombreux produits industriels homologués, ainsi que le taux de pénétration des marchés extérieurs par les produits Camerounais.

- le redéploiement des filières à fort potentiel de croissance dans l'agro-industrie. Le but visé est de relancer les filières porteuses de croissance afin d'améliorer la part de leur contribution à la production manufacturière. -la densification du tissu industriel local. Il est question de contribuer à la création de nouvelles unités de production dans le secteur et de réduire le taux de mortalité des entreprises industrielles existantes. L'atteinte de cet objectif sera mesurée par le taux d'accroissement annuel des industries au Cameroun que le MINIMIDT fixe à 5%.

<b>OBJECTIF:</b>	Transformer les matières premières agricoles, minières et forestières à travers le développement des filières industrielles	
<b>INDICATEUR</b>	<b>Intitulé :</b>	Indice de production industrielle des principales filières de transformation
	<b>Unité de mesure :</b>	<b>Pourcentage</b>
	<b>Année de référence :</b>	<b>2014</b>
	<b>Valeur de référence</b>	<b>3.5</b>
	<b>Année cible :</b>	<b>2018</b>
	<b>Valeur cible</b>	<b>5.5</b>
<b>RÉCAPITULATION DES ACTIONS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action 01 : <b>promotion d'un cadre incitatif a la diversification industrielle ;</b></li> <li>- Action 02 : <b>appui aux initiatives de transformation des matières premières agricoles, minières et forestières;</b></li> <li>- Action 03 : <b>renforcement et développement des infrastructures de soutien aux activités de transformation;</b></li> <li>- Action 04 : <b>protection et sécurisation du tissu industriel;</b></li> <li>- Action 05 : <b>appui a la compétitivité des filières industrielles;</b></li> <li>- Action 06 : <b>développement des normes alimentaires et de la sécurité sanitaires des aliments ;</b></li> <li>- Action 07 : <b>suivi et contrôle des activités du secteur industriel, des normes et de qualité.</b></li> </ul>	

<b>DOTATIONS INITIALES</b>	<b>AE : 1 951 738 000 F CFA</b>	<b>CP : 1 751 738 F CFA</b>
<b>Responsable du programme :</b>	<b>M.NTAKEU NKOMTOZOI Bruno, Directeur de l'Industrie</b>	

OBJECTIF	Transformer les matières premières agricoles, minières et forestières à travers le développement des filières industrielles	
Indicateur	Intitulé:	Evolution de l'Indice de production industrielle des principales filières de transformation
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	3.5
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	5.5
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: PROMOTION D'UN CADRE INCITATIF A LA DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE</p> <p>Action 02: APPUI AUX INITIATIVES DE TRANSFORMATION DES MATIERES PREMIERES AGRICOLES, MINIERES ET FORESTIERES</p> <p>Action 03: RENFORCEMENT ET DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN AUX ACTIVITES DE TRANSFORMATION</p> <p>Action 04: PROTECTION ET SECURISATION DU TISSU INDUSTRIEL</p> <p>Action 05: APPUI A LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES</p> <p>Action 06: DEVELOPPEMENT DES NORMES ET DE LA SECURITE SANITAIRES DES ALIMENTS</p> <p>Action 07: SUIVI ET CONTROLE DES ACTIVITES DU SECTEUR INDUSTRIEL, DES NORMES ET DE QUALITE</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 951 738 000	CP 1 751 738 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NTAKEU KOUIMTOZOI Bruno Armel, Directeur de l'Industrie	

## 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Dans le cadre de la réorientation de sa politique économique et sociale, le Cameroun a formulé en 2009, une vision de développement à long terme, contenue dans le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Cette vision, qui fournit une image du pays à l'horizon 2035, ambitionne de faire de celui-ci, un pays émergent, démocratique et uni dans sa biodiversité. Elle constitue à cet effet, le cadre de référence de la politique économique et sociale du pays et requiert dans le secteur industriel, que celui-ci atteigne le stade de « Nouveau Pays Industrialisé » ceci implique que la part de produits manufacturés dans le PIB soit de l'ordre de 23 à 24 % et que l'exportation de ceux-ci prenne une place plus importante dans la structure des échanges extérieurs. Pour ce faire la stratégie adoptée dans le sous secteur industries et services, vise principalement, en rapport avec les orientations du chef de l'État, la transformation des matières premières dans les secteurs où le pays dispose des avantages comparatifs. Il s'agit de l'agriculture, du bois et des minerais. L'objectif visé à moyen terme, est de porter le taux de transformation actuel de ces matières premières de (11%) à un

taux plus élevé de (40%) et de maintenir à la fin le taux de croissance des industries et l'indice de production industrielle respectivement à une moyenne constante de 8% et 5% l'an. L'objectif poursuivi consistera donc à :

- Ø La finalisation du PDI (Plan Directeur d'Industrialisation) ;
- Ø L'élaboration des projets de stratégies SSA (Sécurité Sanitaire des aliments et promotion et développement de la qualité) ;
- Ø Le renforcement des capacités en matière d'inspection des installations classées ;
- Ø La poursuite de la mise en œuvre du programme de conformité avant embarquement ;
- Ø La poursuite de la mise en œuvre de la loi 2013/004 portant fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun ;
- Ø L'amélioration des infrastructures de soutien à l'industrie notamment les zones industrielles, les laboratoires et les centres d'incubation avec la CCIMA.

### 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

L'accent a été mis sur l'appui à la transformation locale des produits Camerounais et l'appui à l'investissement privé à travers les incitations.

De nombreuses difficultés ont été observées dans le cadre du projet d'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation qui reste le déclencheur attendu du processus d'industrialisation de notre pays.

<b>RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU (au 31 décembre 2017)</b>	Vulgarisation de la loi sur les incitations
	Coordination Centrale des inspections
	Amélioration de la Productivité et de la Compétitivité de la Filière Palmier à Huile (APROCOM-PH)
	Organisation des activités liées à la commission du CODEX Alimentarius
	Élaboration de la politique et de la stratégie nationale de Sécurité sanitaire des aliments(SSA)
	Programme d'évaluation de la conformité avant embarquement
	Appui Technique à la transformation locale des produits agricole
<b>TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR</b>	<b>100%</b>

<b>DOTATION DE CRÉDITS REVISES (écarts)</b>	<b>AE : 1 858 070 000 F CFA (- 93 668 000)</b>	<b>CP : 1 658 070 000 F CFA (- 93 668 000)</b>
<b>CRÉDITS CONSOMMES</b>	<b>Engagement : 1 579 646 000 F CFA</b>	<b>Ordonnement : 1 578 046 000 F CFA</b>
<b>TAUX DE CONSOMMATION</b>	<b>95.18 %</b>	

<p><b>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES</b></p>	<p>Les ressources ont été principalement utilisées à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rendre le document du Plan Directeur d'Industrialisation disponible (PDI) ;</li> <li>- l'étude sur la refondation de la Société Nationale d'Investissement a été menée jusqu'à son terme. Le rapport définitif a été déposé.</li> <li>- rendre les rapports d'inspections disponibles au niveau des comités régionaux et départementaux pour le compte du 2nd semestre 2016 ;</li> <li>- au lancement par l'ANOR de l'opérationnalisation du Programme d'Évaluation de la Conformité Avant Embarquement (PECAE) institué par Décret N°2015/1875/PM du 1 er juillet 2015.</li> <li>- rendre disponible le document de la politique et de la stratégie nationale de Sécurité sanitaire des aliments(SSA) ;</li> <li>- produire le document de la politique et de la stratégie du Système national de promotion et de développement de la qualité ;</li> <li>- produire les rapports des sessions statutaires du Comité National du codex et de la SSA;</li> <li>- produire les rapports des missions de contrôle des personnes physiques ou morales agréées aux contrôles et vérifications des appareils à pression ;</li> <li>- rendre les rapports d'inspection de quelques sociétés exploitant les pipelines disponibles ;</li> <li>- rendre les rapports de participation aux foires et foras ;</li> <li>- organiser 04 ateliers régionaux de vulgarisation de la loi sur les incitations ;</li> <li>- la déclaration de l'éligibilité du projet de construction d'un entrepôt public dans la zone portuaire de Douala par le CARPA disponible ;</li> <li>- l'obtention de l'avis de soutenabilité budgétaire par le MINFI pour le projet d'entrepôts(Douala).</li> <li>- la mise sur pied de la commission spéciale des contrats de partenariat pour le projet de financement conception, construction, aménagement, exploitation et maintenance des entrepôts au port de Douala.</li> </ul>
<p><b>PERSPECTIVES POUR 2018</b></p>	<p>Pour 2018, le programme mettra l'accent principalement sur la mise en œuvre du plan directeur d'industrialisation et au fonctionnement du comité national des inspections</p>

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 858 072 016	CP 1 658 072 016
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 93 665 984	Ecart CP 93 665 984
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP
TAUX DE CONSOMMATION		

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

### Action 01 PROMOTION D'UN CADRE INCITATIF A LA DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

La mise en œuvre de la loi fixant les incitations à l'investissement privé aura permis de renseigner l'indicateur qui a connu une évolution positive. Il faut croire qu'avec la vulgarisation de cette loi, les résultats seront meilleurs.

L'organisation des ateliers stratégique a permis de finaliser l'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation.

OBJECTIF	Rendre plus attractif le cadre de la transformation des matières premières.							
Indicateur	Intitulé:		Volume de nouveaux investissements en application de la loi sur les incitations				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		Mds					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		200.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		400.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		apport final du PDI déposé et validé; ?Organisation de la Journée de l'Industrialisation de l'Afrique (JIA); ?Étude sur la refondation de la SNI finalisée; ?287 conventions signées (Agréments accordés aux entreprises)				97	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	212 500 000	212 500 000	200 307 057	200 307 057	200 307 000	200 307 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Ces activités rentrent en droite ligne de la politique du Gouvernement qui vise à améliorer le climat des affaires afin d'attirer le nouveaux investisseurs, de susciter la culture industriel le dans notre pays. S'agissant spécifiquement de la JIA elle rentre dans le cadre de la Coopération entre le Cameroun et l'ONUDI.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport final du PDI déposé et validé;</li> <li>- Organisation de la Journée de l'Industrialisation de l'Afrique (JIA);</li> <li>- Étude sur la refondation de la SNI finalisée;</li> </ul> 287 conventions signées (Agréments accordés aux entreprises)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La mise en œuvre de la loi fixant les incitations à l'investissement privé aura permis de renseigner l'indicateur qui a connu une évolution positive. Il faut croire qu'avec la vulgarisation de cette loi, les résultats seront meilleurs. L'organisation des ateliers stratégique a permis de finaliser l'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation.							
Perspectives 2018	Organisation et participation à trois autres événement, notamment la Journée de l'Industrialisation de l'Afrique, le Salon International de l'Industrie Agro-alimentaire et la Foire Transfrontalière de la CEMAC. La poursuite de la promotion et des incitations à l'investissement privé Opérationnalisation du Plan Directeur d'Industrialisation							

## Action 02 APPUI AUX INITIATIVES DE TRANSFORMATION DES MATIERES PREMIERES AGRICOLES, MINIERES ET FORESTIERES

Le projet de construction d'une usine de production de jus de mangue à mangoli qui était doté de 200 millions de Francs CFA n'a pas pu être exécuté à cause de son immaturité. Il convient de relever qu'il a été sélectionné dans le cadre de Programme d'Investissement Prioritaires les crédits y afférents ont été virés dans l'action 01 et à l'API pour l'organisation du Cameroun Investment Forum 2017.

OBJECTIF	Augmenter le nombre des industries de transformation des matières premières							
Indicateur	Intitulé:	Évolution de la valeur ajoutée en volume de l'Industrie .Cacao Café Thé; Sucre					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	7.0						
	Année cible:	2019						
	Valeur Cible	21.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	?Travaux d'Aménagement du site du Centre Technique de l'Industrie de la Volaille (CETIV) ?Assistance technique pour l'élaboration des mécanismes de mise en oeuvre du PDI ?Assistance technique à la maturation du projet FAINAP ?Réalisation de la seconde phase des études d'impact environnemental de la création du complexe agro-alimentaire à Kaélé					89	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	204 500 000	204 500 000	185 872 231	185 872 231	185 872 000	185 872 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Dans la perspective de l'accroissement du niveau de valorisation des ressources naturelles tant agricoles, minières et forestières de manière à réaliser les objectifs fixés dans le cadre du DSCE							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Travaux d'Aménagement du site du</b> Centre Technique de l'Industrie de la Volaille (CETIV)</li> <li>- Assistance technique pour l'élaboration des mécanismes de mise en oeuvre du PDI</li> <li>- Assistance technique à la maturation du projet FAINAP</li> <li>- Réalisation de la seconde phase des études d'impact environnemental de la création du complexe agro-alimentaire à Kaélé</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le projet de construction d'une usine de production de jus de mangue à mangoli qui était doté de 200 millions de Francs CFA n'a pas pu être exécuté à cause de son immaturité. Il convient de relever qu'il a été sélectionné dans le cadre de Programme d'Investissement Prioritaires les crédits y afférents ont été virés dans l'action 01 et à l'API pour l'organisation du Cameroun Investment Forum 2017.							
Perspectives 2018	Le projet de construction d'une usine de production de jus de mangue à mangoli qui était doté de 200 millions de Francs CFA n'a pas pu être exécuté à cause de son immaturité. Il convient de relever qu'il a été sélectionné dans le cadre de Programme d'Investissement Prioritaires les crédits y afférents ont été virés dans l'action 01 et à l'API pour l'organisation du Cameroun Investment Forum 2017.							

## Action 03 RENFORCEMENT ET DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN AUX ACTIVITES DE TRANSFORMATION

Les crédits alloués à l'élaboration de la loi élaboration de la loi d'orientation de la politique industrielle du Cameroun n'ont pas pu être consommé à cause de l'indisponibilité du PDI, ils sont été virés à l'ONZFI (50 millions).

OBJECTIF	Accroître l'accès des investisseurs aux infrastructures de production industrielle							
Indicateur	Intitulé:	Rang en rapport avec l'indice d'accès aux infrastructures de production industrielle					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	Nbp						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	168.0						
	Année cible:	2019						
	Valeur Cible	155.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un Document du Cadre de Coopération avec l'ONUDI</li> <li>- Un Rapport de suivi de la mise à niveau des entreprises industrielles</li> <li>- Assistance technique par le CARPA en vue de la mobilisation des financements pour la construction d'un entrepôt public dans la zone portuaire de douala</li> <li>-Apurement du passif de l'ONZFI</li> <li>-Électrification de la zone industrielle de Misaje</li> </ul>					100	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	289 000 000	289 000 000	288 075 000	288 075 000	288 075 000	288 075 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	En vue de porter le taux de transformation actuel des matières premières de 11% à un taux plus élevé de 40% et de maintenir à la fin, le taux de croissance des industrie et l'indice de production industrielle respectivement à une moyenne constante de 8% et de 5% l'an.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un Document du Cadre de Coopération avec l'ONUDI</li> <li>- Un Rapport de suivi de la mise à niveau des entreprises industrielles</li> <li>- Assistance technique par le CARPA en vue de la mobilisation des financements pour la construction d'un entrepôt public dans la zone portuaire de douala</li> <li>-Apurement du passif de l'ONZFI</li> <li>-Électrification de la zone industrielle de Misaje</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les crédits alloués à l'élaboration de la loi élaboration de la loi d'orientation de la politique industrielle du Cameroun n'ont pas pu être consommé à cause de l'indisponibilité du PDI, ils sont été virés à l'ONZFI (50 millions).							
Perspectives 2018	<p>Étude de faisabilité et business plan pour la réhabilitation et la construction du centre d'exposition de référence de Tsinga à Yaoundé.</p> <p>Appui à la CCIMA dans le cadre de la Dématérialisation des procédures du Commerce extérieur.</p> <p>Réalisation des études de faisabilités et du Business Plan du Projet de construction des entrepôts publics.</p>							

## Action 04 PROTECTION ET SECURISATION DU TISSU INDUSTRIEL

es difficultés dans le fonctionnement du Comité national des inspections n'ont pas permis de mener à bien les campagnes d'inspection en 2017. Cependant le MINMIDT a formé les inspecteurs de toutes les administrations impliquées et les gouverneurs ont coordonné les inspections au niveau régional.

OBJECTIF	Réduire les risques et prévenir les accidents et catastrophes liées aux activités industrielles							
Indicateur	Intitulé:	Taux d'accidents et de catastrophes dans les installations industrielles					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	70.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	40.0						
Réalisation exercice (Résultat technique):	?Formation des inspecteurs assermentés; ?suivi de l'opération d'identification et de recensement des équipements à risque ; ?octroi d'agrément aux contrôles, expertises et vérifications réglementaire des appareils a pression ; ?surveillance administrative et contrôle technique des sociétés agréées ; ?03 PV de constatation d'incidents					100		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	48 000 000	48 000 000	36 900 000	36 900 000	36 900 000	36 900 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'harmonisation des inspections des établissements classés par arrêté du Premier Ministre, Chef du Gouvernement a été l'élément marquant de cette action. En effet les difficultés de financement du comité interministériel n'a pas permis une bonne exécution des missions d'inspections.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des inspecteurs assermentés;</li> <li>- suivi de l'opération d'identification et de recensement des équipements à risque ;</li> <li>- octroi d'agrément aux contrôles, expertises et vérifications réglementaire des appareils a pression ;</li> <li>- surveillance administrative et contrôle technique des sociétés agréées ;</li> </ul> 03 PV de constatation d'incidents							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les difficultés dans le fonctionnement du Comité national des inspections n'ont pas permis de mener à bien les campagnes d'inspection en 2017. Cependant le MINMIDT a formé les inspecteurs de toutes les administrations impliquées et les gouverneurs ont coordonné les inspections au niveau régional.							
Perspectives 2018	Organiser les formations pratiques sur site d'inspection Régler les problèmes de financement Acquérir le matériel nécessaire pour les inspections.							

## Action 05 APPUI A LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES

- Il s'est agit de faire virer les subventions en investissement aux sociétés sous tutelle afin qu'elles puissent réaliser leurs missions.
- L'acquisition des équipements des réactifs et consommables des laboratoires a été effective
- Pour le projet APROCOM-PH:
  - o Acquisition d'une remorque agricole;
  - o Acquisition et installation de 02 groupes électrogènes (150 kVA);

### Acquisition de 02 tracteurs avec remorques;

OBJECTIF	Améliorer la compétitivité des filières industrielles							
Indicateur	Intitulé:		Rang en rapport avec l'indice de compétitivité industrielle				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  84	
	Unité de mesure		Rg					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		150.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		110.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		?Une Bases de données cartographiques mise en place et ?2 Notes de conjoncture industrielles						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	440 000 000	240 000 000	433 333 070	233 333 070	233 333 000	233 333 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La plupart des activités de cette action ont été réalisées dans un contexte favorable, toutes choses qui ont permis aux organismes placés sous la tutelle du MINMIDT (MAGZI, API et ONZFI) d'atteindre les objectifs qui leur ont été fixés.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une Bases de données cartographiques mise en place et</li> <li>- 2 Notes de conjoncture industrielles</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il s'est agit de faire virer les subventions en investissement aux sociétés sous tutelle afin qu'elles puissent réaliser leurs missions.</li> <li>- L'acquisition des équipements des réactifs et consommables des laboratoires a été effective</li> <li>- Pour le projet APROCOM-PH:               <ul style="list-style-type: none"> <li>o Acquisition d'une remorque agricole;</li> <li>o Acquisition et installation de 02 groupes électrogènes (150 kVA);</li> </ul> </li> </ul> Acquisition de 02 tracteurs avec remorques;							
Perspectives 2018	Réhabilitation du Laboratoire de Spécification des Produits Pétroliers Amélioration de la capacité de fusion, d'affinage des métaux précieux et la tenue des poinçons Opérationnalisation des sites existants du Programme d'Amélioration de la Productivité et de la Compétitivité de la Filière palmier à Huile Programme d'évaluation de la conformité avant embarquement Finalisation de la construction du laboratoire de métrologie							

## Action 06 DEVELOPPEMENT DES NORMES ET DE LA SECURITE SANITAIRES DES ALIMENTS

Les ressources ont permis l'organisation des sessions statutaires du comité national du CODEX et de la sécurité sanitaire des aliments, l'élaboration de la politique de sécurité sanitaire des aliments, l'élaboration de la stratégie nationale de sécurité sanitaire des aliments/plan de mise en œuvre.

OBJECTIF	Améliorer le système de normalisation et de sécurité sanitaire des aliments au Cameroun							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'application et d'utilisation des normes codex				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de normes élaborées ou mises à jour				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1800.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		4000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	70 000 000	70 000 000	50 201 673	50 201 673	50 201 000	50 201 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le déploiement de l'ANOR dans l'élaboration et la mise en œuvre des normes sur le territoire national a été le principal moteur de cette action.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 rapports des sessions ordinaires du comité du CODEX Alimentarius, 1 rapport annuel du CODEX, 7 rapports généraux des Groupes de Travaux Technique et 7 positions nationales formulées, 1 Rapport global des Journées Nationales de Sensibilisation sur la Sécurité Sanitaire des Aliments</li> <li>- Adoption de normes internationales;</li> <li>- le lancement du programme d'infrastructure qualité en Afrique centrale (PIQAC);</li> <li>- la 55èmesession du conseil de l'organisation africaine de normalisation (ARSO) sur la thématique de l'amélioration des droits humains en général et ceux de la femme en particulier, par le moyen de la normalisation. l'occasion fut idoine pour dresser les perspectives pour réaliser la vision africaine d'une zone économique dynamique, diversifiée et compétitive, respectueuse des droits humains.</li> </ul> <p>l'organisation des sessions statutaires du comité national du CODEX et de la sécurité sanitaire des aliments.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources ont permis l'organisation des sessions statutaires du comité national du CODEX et de la sécurité sanitaire des aliments, l'élaboration de la politique de sécurité sanitaire des aliments, l'élaboration de la stratégie nationale de sécurité sanitaire des aliments/plan de mise en œuvre.							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration de la politique et de la stratégie de développement de la qualité, avec en point d'orgue la réalisation de l'état des lieux de l'étude diagnostique de l'infrastructure qualité ;</li> <li>- Le renforcement des capacités des parties prenantes du programme PACOM ;</li> <li>- La mise en œuvre du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement.</li> </ul>							

<b>Action 07 SUIVI ET CONTROLE DES ACTIVITES DU SECTEUR INDUSTRIEL, DES NORMES ET DE QUALITE</b>										
OBJECTIF	Assurer une meilleure mise en œuvre des activités industrielles de la normalisation et de la qualité									
Indicateur	Intitulé:		Niveau de réalisation annuel du plan d'action				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure		%							
	Année de référence:		2013							
	Valeur de référence:		40.0							
	Année cible:		2019							
	Valeur Cible		100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):									
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	687 738 000	687 738 000	663 382 985	663 382 985	584 958 000	583 358 000	89 %	88 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action vise à améliorer le rendement du personnel en charge des activités des mines afin d'atteindre l'objectif du programme									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un Rapport de mise en œuvre de la Feuille de route 2017</li> <li>- Fonctionnement des services régionaux de l'Industrie et du Développement Technologique</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les bons d'engagement, les procès verbaux de réception et les fiches d'affectation de matériels et d'outils sont disponibles.									
Perspectives 2018	Disposer de plus de ressources pour une meilleure atteinte des résultats									

# 2017

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 378

VALORISATION DES INVENTIONS, INNOVATIONS  
TECHNOLOGIQUES ET ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Responsable du programme

NDJALI BENG

*Directeur du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle*

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Dans la déclaration de sa politique du développement technologique, le Gouvernement ambitionne de relever le défi du développement de la créativité, de la valorisation et la promotion des innovations technologiques et des produits de la recherche, qui constituent des fondements de base pour l'industrialisation. Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) constate clairement que l'absence d'une vision claire sous-tendue par une stratégie nationale de développement technologique ne permet pas de promouvoir et valoriser des innovations technologiques disponibles. En matière de protection et de propriété intellectuelle et malgré l'appartenance du Cameroun à la plupart des organisations internationales, l'insuffisance des moyens en ressources humaines et matérielles rend inopérantes ces activités. En ce qui concerne l'innovation technologique, les entreprises industrielles (agroalimentaires et manufacturières) utilisent très peu les résultats de la recherche, à peine 13 %. Cette proportion atteint seulement 2,2 % d'entreprises ayant acquis des services de recherche et développement. A titre indicatif, l'agriculture est le secteur où les résultats des centres de recherche sont les plus utilisés du fait d'une politique de vulgarisation poussée. Pour le MINMIDT et particulièrement la DDTPI, l'ancrage de ses actions dans le Domaine prend référence dans le DSCE en son paragraphe 227, relatif à la promotion des innovations technologiques : « le Gouvernement entend se doter d'une stratégie de développement technologique et de propriété intellectuelle axée sur (i) la création d'un cadre institutionnel et réglementaire et une adéquation entre le développement technologique et la formation professionnelle, (ii) la mise en œuvre des structures d'appui au développement technologique (iii) la sécurisation et le renforcement de la protection des droits de protection industrielle, et (iv) la promotion de technologies propres dans le secteur industriel ». Le programme de valorisation des inventions, innovations technologiques et actifs de la propriété industrielle, vise à orienter le développement technologique du Cameroun vers la mise en place d'un nouveau tissu industriel, bâti sur l'exploitation stratégique des innovations technologiques et commerciales, soutenues par la propriété industrielle.

<b>OBJECTIF</b>	Accroître le nombre d'actifs de la propriété industrielle valorisés	
<b>INDICATEUR</b>	<b>Intitulé :</b>	Nombre d'actifs valorisés
	<b>Unité de mesure :</b>	Nombre
	<b>Valeur de référence</b>	<b>04</b>
	<b>année de référence</b>	2014
	<b>Valeur cible</b>	<b>21</b>
	<b>année cible</b>	2019

<b>RÉCAPITULATIF DES ACTIONS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– <b>Action 01</b> : Élaboration et mise en œuvre d'un cadre stratégique et réglementaire.</li> <li>– <b>Action 02</b> : Promotion des Technologies et Appui au Prototypage</li> <li>– <b>Action 03</b> : Protection et Promotion des Actifs de la Propriété Industrielle.</li> <li>– <b>Action 04</b> : Appui Au Programme de Mise en Place des Parcs Technologiques de Référence</li> <li>– <b>Action 05</b> : Opérationnalisation des Activités Courantes de La DDTPI</li> </ul>	
<b>DOTATIONS INITIALES</b>	AE : <b>639 299 000 F CFA</b>	CP : <b>630 173 000 F CFA</b>
<b>RESPONSABLE DU PROGRAMME</b>	M. <b>DJALI BENG</b> , Directeur du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle	

OBJECTIF	Accroître le nombre d'actifs de la propriété industrielle valorisés	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'actifs valorisés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	4.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	21.0
	Année cible:	2019
ACTIONS DU PROGRAMME	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action 01: ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE D'UN CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE</li> <li>Action 02: PROMOTION DES TECHNOLOGIES ET APPUI AU PROTOTYPAGE</li> <li>Action 03: PROTECTION ET PROMOTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE</li> <li>Action 04: APPUI A LA MISE EN PLACE DES PARCS TECHNOLOGIQUES DE REFERENCE (TECHNOPOLES)</li> <li>Action 06: MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PI</li> </ul>	
DOTATIONS INITIALES	AE 639 299 000	CP 639 299 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDJALI BENG, Directeur du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

- Absence de politique et de stratégie en matière du développement technologique et de propriété industrielle ;
- insuffisance du cadre institutionnel et réglementaire ;
- absence d'un cadre formel de valorisation des innovations technologiques ;
- absence d'outils d'appréciation de l'impact des actifs de propriété industrielle sur l'économie nationale;

- insuffisance des moyens affectés au programme ;
- faible taux d'utilisation des innovations technologiques par les industries locales.

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

<b>RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU (au 31 décembre 2017)</b>	Mise en œuvre du Plan National de Développement de la Propriété Intellectuelle (PNDPI).	
	Elaboration d'une réglementation dédiée à l'exploitation des indications Géographiques	
	Elaboration et validation du Cahier de charges du cacao rouge du Cameroun	
	Organisation des Journées Technologiques Nationales (Prix attribués aux meilleures Innovation, JTN 2017)	
	Mise en place de sept (07) CATI Centres d'Appui à la Technologie et l'Innovation dans les universités, dont deux (01) en 2017	
	Appui au prototypage sept (07) prototypes dont 05 prototypes en 2017	
	Appui à la mise en place du Technopôle Agro-industriel (Plan Directeur, études de faisabilité, études d'Impact Environnemental et Social études géotechniques et géophysiques)	
	Mise en œuvre du programme d'appui de la propriété industrielle à la production la transformation et la commercialisation des produits de terroir (manioc et cacao)	
	Appui à la mise en œuvre de l'arrêté rendant obligatoire l'enregistrement des Noms Commerciaux	
	Trois cent (300) actifs de PI enregistrés	
<b>TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR</b>	<b>95.28%</b>	
<b>DOTATION DE CRÉDITS REVISES (écarts)</b>	AE : <b>598 333 000 F CFA</b> (- 40 966 000)	CP : <b>589 207 000 F CFA</b> (- 40 966 000)
<b>CRÉDITS CONSOMMES</b>	<b>Engagement : 528 763 000 F CFA</b>	<b>Ordonnement : 528 763 000 F CFA</b>
<b>TAUX DE CONSOMMATION</b>	<b>83.37%</b>	

<p><b>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un cahier de charges en vue de l'enregistrement du cacao rouge en indication GÉOGRAPHIQUE a été élaboré et transmis aux producteurs du futur groupement d'IG.</li> <li>- l'étude géophysique et géotechnique du site du technopole agroindustriel a été réalisée et réceptionnée. La finalisation des études de faisabilités du technopole menées par l'ONUDI a été suivi sur le terrain, réceptionné et validé par le Comité de Pilotage ;</li> <li>- sept <b>nouveaux Centres d'Appui à la Technologie et l'Innovation dans les Universités de Dschang et de N'Gaoundéré et Yaoundé.</b></li> <li>- organisation sous le thème : « <i>l'innovation technologique au service du numérique et de l'agroindustrie</i> », des journées technologiques nationales (JTN) Les sept meilleures innovations du Salon ont été primées.</li> <li>- <b>300 actifs camerounais ont été enregistrés</b> à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle(OAPI).</li> <li>- <b>28 brevets ont été délivrés</b> avec l'appui du MINMIDT dans les domaines du cosmétique, de l'agroalimentaire, de la pharmacopée traditionnelle, de l'électromécanique, des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).</li> <li>- <b>38 innovateurs ont été accompagnés pour la rédaction du document de brevet</b> et ont bénéficié chacun de la subvention de 80% du coût relatif à la protection de leurs innovations auprès de l'OAPI.</li> <li>- <b>Le programme d'appui de la propriété intellectuelle à la production, la transformation et la commercialisation du manioc</b> a été validé. Il vise à accroître la chaîne de valeur du Manioc au Cameroun et à en assurer une meilleure transformation et une commercialisation idoine.</li> </ul>
<p><b>PERSPECTIVES POUR 2018</b></p>	<p>Il s'agira de poursuivre la mise en place du technopole agro-industriel.</p> <p>l'appui au prototypage des inventions locales sera également poursuivi.</p> <p>les centres d'appui à la technologie et l'innovation seront étendus, de nouvelles indications géographiques enregistrées et les capacités des structures en charge de la propriété industrielle seront renforcées avec l'appui de l' OMPI</p>

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Mise en œuvre du Plan National de Développement de la Propriété Intellectuelle (PNDPI).  Elaboration d'une réglementation dédiée à l'exploitation des indications Géographiques  Elaboration et validation du Cahier de charges du cacao rouge du Cameroun  Organisation des Journées Technologiques Nationales (Prix attribués aux meilleures Innovation, JTN 2017)  Mise en place de sept (07) CATI Centres d'Appui à la Technologie et l'Innovation dans les universités, dont deux (01) en 2017  Appui au prototypage sept (07) prototypes dont 05 prototypes en 2017  Appui à la mise en place du Technopôle Agro-industriel (Plan Directeur, études de faisabilité, études d'Impact Environnemental et Social études géotechniques et géophysiques)  Mise en œuvre du programme d'appui de la propriété industrielle à la production la transformation et la commercialisation des produits de terroir (manioc et cacao)  Appui à la mise en œuvre de l'arrêté rendant obligatoire l'enregistrement des Noms Commerciaux  Trois cent (300) actifs de PI enregistrés</p>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	95.28	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 589 210 271	CP 589 210 271
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 50 088 729	Ecart CP 50 088 729
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 528 763 000	CP 528 763 000
TAUX DE CONSOMMATION	83 %	83 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un cahier de charges en vue de l'enregistrement du cacao rouge en indication GÉOGRAPHIQUE a été élaboré et transmis aux producteurs du futur groupement d'IG.</li> <li>- l'étude géophysique et géotechnique du site du technopole agroindustriel a été réalisée et réceptionnée. La finalisation des études de faisabilités du technopole menées par l'ONUDI a été suivi sur le terrain, réceptionné et validé par le Comité de Pilotage ;</li> <li>- sept <b>nouveaux Centres d'Appui à la Technologie et l'Innovation dans les Universités de Dschang et de N'Gaoundéré et Yaoundé.</b></li> <li>- organisation sous le thème : « <i>l'innovation technologique au service du numérique et de l'agroindustrie</i> », des journées technologiques nationales (JTN) Les sept meilleures innovations du Salon ont été primées.</li> <li>- <b>300 actifs camerounais ont été enregistrés</b> à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle(OAPI).</li> <li>- <b>28 brevets ont été délivrés</b> avec l'appui du MINMIDT dans les domaines du cosmétique, de l'agroalimentaire, de la pharmacopée traditionnelle, de l'électromécanique, des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).</li> <li>- <b>38 innovateurs ont été accompagnés pour la rédaction du document de brevet</b> et ont bénéficié chacun de la subvention de 80% du coût relatif à la protection de leurs innovations auprès de l'OAPI.</li> </ul> <p><b>Le programme d'appui de la propriété intellectuelle à la production, la transformation et la commercialisation du manioc</b> a été validé. Il vise à accroître la chaîne de valeur du Manioc au Cameroun et à en assurer une meilleure transformation et une commercialisation idoine.</p>	
PERSPECTIVES 2018	<p>Il s'agira de poursuivre la mise en place du technopole agro-industriel.  l'appui au prototypage des inventions locales sera également poursuivi.  les centres d'appui à la technologie et l'innovation seront étendus, de nouvelles indications géographiques enregistrées et les capacités des structures en charge de la propriété industrielle seront renforcées avec l'appui de l' OMPI</p>	

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

#### Action 01 ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE D'UN CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE

Les bons d'engagement, les procès-verbaux de réception et les fiches d'affectation de matériels et d'outils sont disponibles. Seul 7,3% du budget disponible dans cette rubrique était disponible pour nous, car comme nous l'avons mentionné précédemment 92.7% de ce budget est lié à la gestion du personnel en terme de salaires et autres, et la DDTPI n'est pas accréditée sur ces lignes.

OBJECTIF	Renforcer le cadre juridique, réglementaire et stratégique du développement technologique et de la propriété industrielle							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de projets de loi et textes d'application élaborés et transmis à la très haute hiérarchie				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		9.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		?Stratégie nationale de transfert des Technologies élaborée. ?Un projet de décret relatif au contrôle, à la traçabilité et à la protection des indications géographiques protégées du Cameroun a été élaboré.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	45 000 000	45 000 000	36 596 897	36 596 897	33 596 000	33 596 000	92 %	92 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Sa mise en œuvre de fait à la suite de l'élaboration en 2013 du Plan National de Développement de la propriété intellectuelle, de la politique nationale de développement technologique et de la propriété intellectuelle, du projet de loi sur la propriété industrielle, dont les axes majeurs ont été discutés et inclus dans l'Accord révisé de Bangui dont l'Assemblée Nationale a autorisée par Loi, la ratification au Président de la République. Le contexte est également marqué par l'élaboration de la stratégie nationale de développement technologique et le projet de loi sur le développement Technologique. A cela s'est ajouté le projet de décret organisant la lutte contre la contrefaçon au Cameroun. Par ailleurs il apparait à l'instar de la propriété intellectuelle, de mettre en place des outils stratégiques de pilotage du développement technologique, qui sont quasi inexistantes. L'enregistrement de l'indication géographique se fait donc en phase compte tenu de l'étendue du travail et de la rationalisation des budgets alloués.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégie nationale de transfert des Technologies élaborée.</li> <li>- Un projet de décret relatif au contrôle, à la traçabilité et à la protection des indications géographiques protégées du Cameroun a été élaboré.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les résultats ont été atteints et les éléments de justification tels que les projets de contrats pour les études, les bons d'engagement, les procès-verbaux de réception, et les mémoires de décharge des comités mis en place sont disponibles.							
Perspectives 2018	Poursuite de l'amélioration du cadre juridique, et de la mise en œuvre des actions du PNDPI et de l'enregistrement du Cacao rouge en indication géographique. Élaboration des mécanismes de transfert de technologie. renforcement des capacités des acteurs de la propriété intellectuelle.							

## Action 02 PROMOTION DES TECHNOLOGIES ET APPUI AU PROTOTYPAGE

La poursuite du prototypage, de l'extension des centres d'Appui à la Promotion et l'Innovation au sein des Universités (CATI) et la réalisation de l'étude pour la mise en place d'un incubateur technologique pour faciliter la réalisation des prototypes.

OBJECTIF	Intensifier la promotion et la valorisation des technologies							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de technologies valorisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		18.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		?Deux (02) nouveaux CATI mis en place dans les Universités de Buea et Bamenda ; ?Deux (02) rapports d'ateliers de formation des Points focaux et étudiants tenues au sein des universités de Buea et Bamenda disponibles ; -Vingt (20) bourses d'une valeur de 50 000 FCFA chacune, remises aux étudiants sélectionnés dans le cadre de l'exploitation des bases de données installés au sein des CATI.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	114 000 000	114 000 000	106 659 668	106 659 668	100 460 000	100 460 000	94 %	94 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les marchés ont été passés et exécutés pour les CATI et le prototypage.</li> <li>- Les procès-verbaux de réception des équipements achetés et produits :</li> <li>- La présence physique des prototypes et équipement à ce jour sur les sites de production ;</li> </ul> Les bulletins d'information CATI-INFO édités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux (02) nouveaux CATI mis en place dans les Universités de Buea et Bamenda ;</li> <li>- Deux (02) rapports d'ateliers de formation des Points focaux et étudiants tenues au sein des universités de Buea et Bamenda disponibles ;</li> </ul> Vingt (20) bourses d'une valeur de 50 000 FCFA chacune, remises aux étudiants sélectionnés dans le cadre de l'exploitation des bases de données installés au sein des CATI.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La poursuite du prototypage, de l'extension des centres d'Appui à la Promotion et l'Innovation au sein des Universités (CATI) et la réalisation de l'étude pour la mise en place d'un incubateur technologique pour faciliter la réalisation des prototypes.							
Perspectives 2018	La poursuite du prototypage, et la mise en place d'un cadre facilitant préalablement la compréhension des projets faisant l'objet du prototypage. A savoir les centres d'Appui à la Promotion et l'Innovation au sein des Universités Par ailleurs, la mise à disposition des moyens dans ces institutions devrait se faire à travers des virements de fonds et que les structures bénéficiaires améliorent leur mécanisme de gestion de ces fonds.							

## Action 03 PROTECTION ET PROMOTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les ressources de cette action ont été utilisées essentiellement dans des missions sur le terrain. Les rapports des différentes missions et ceux des différentes Journées célébrées sont disponibles.

Le programme d'appui à la production, la transformation et la commercialisation du Manioc a été validé par les parties prenantes et transmis au programme manioc du MINAGRI pour sa mise en œuvre.

OBJECTIF	Accroître le nombre d'actifs de la propriété industrielle protégés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'actifs de la propriété industrielle protégés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		260.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		420.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		<p>?Trois (03) postes d'enregistrement des Noms Commerciaux ont été mis en place, notamment à la DR/LT, à la DR/OU et à la DDTPPI du MINMIDT ;</p> <p>?Un (01) portail virtuel de promotion des titres de propriété industriel opérationnel et mis à jour ;</p> <p>?1117 élèves et 30 enseignants des établissements d'enseignement technique (les lycées techniques d'Ekounou, de Nsam, de Charles Atangana et de Nkolbisson, et les Collèges d'enseignement Technique Pétou et Le Bon Berger) initiés à la notion de la propriété intellectuelle ;</p> <p>?Sensibilisation de masse de 60 représentants d'entreprises de la ville Yaoundé sur l'utilisation des instruments de propriété intellectuelle ;</p> <p>?Sensibilisation de proximité de 100 PME/PMI des villes de Douala et Bafoussam sur la nécessité de protéger leur actifs de propriété industriels et la prévention contre la contrefaçon.</p>					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	69 000 000	69 000 000	57 252 397	57 252 397	55 428 000	55 428 000	96 %	96 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La poursuite du suivi et du contrôle des indications géographiques protégées notamment le miel blanc et le poivre de Penja, pour garantir la qualité de ce titre national.</p> <p>Par ailleurs la signature rendant obligatoire l'enregistrement des noms commerciaux requiert une sensibilisation accrue des opérateurs économiques sur la nécessité d'acquiescer ce titre de propriété industrielle.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trois (03) postes d'enregistrement des Noms Commerciaux ont été mis en place, notamment à la DR/LT, à la DR/OU et à la DDTPPI du MINMIDT ;</li> <li>- Un (01) portail virtuel de promotion des titres de propriété industriel opérationnel et mis à jour ;</li> <li>- 1117 élèves et 30 enseignants des établissements d'enseignement technique (les lycées techniques d'Ekounou, de Nsam, de Charles Atangana et de Nkolbisson, et les Collèges d'enseignement Technique Pétou et Le Bon Berger) initiés à la notion de la propriété intellectuelle ;</li> <li>- Sensibilisation de masse de 60 représentants d'entreprises de la ville Yaoundé sur l'utilisation des instruments de propriété intellectuelle ;</li> </ul> <p>Sensibilisation de proximité de 100 PME/PMI des villes de Douala et Bafoussam sur la nécessité de protéger leur actifs de propriété industriels et la prévention contre la contrefaçon.</p>							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources de cette action ont été utilisées essentiellement dans des missions sur le terrain. Les rapports des différentes missions et ceux des différentes Journées célébrées sont disponibles. Le programme d'appui à la production, la transformation et la commercialisation du Manioc a été validé par les parties prenantes et transmis au programme manioc du MINAGRI pour sa mise en œuvre.
Perspectives 2018	Exploitation et mise à jour du portail virtuel de promotion des titres de propriété industrielle. Célébration des Journées Internationales et Régionales de Promotion de la Propriété Intellectuelle (JOMPI). Organisation de la semaine nationale de lutte contre la contrefaçon. Acquisition d'équipements d'enregistrement des noms commerciaux.

## Action 04 APPUI A LA MISE EN PLACE DES PARCS TECHNOLOGIQUES DE REFERENCE (TECHNOPOLES)

Les extrants suivants sont disponibles :

- Procès Verbaux de réception des études disponibles ;
- Les rapports des études de faisabilité
- Le rapport de l'étude géophysique et géotechnique.

OBJECTIF	Poursuivre la mise en place des technopoles							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation du technopole agro-industriel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		70.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		-Le site d'implantation du projet a été délimité et borné ; -Les biens et mises en valeur sur le site du technopôle ont été évalués par la Commission Préfectorale.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	82 000 000	82 000 000	68 527 852	68 527 852	68 527 000	68 527 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le projet de mise en place des technopoles est long et nécessite l'implication forte des acteurs étatiques, du secteur privé et des partenaires au développement. L'indicateur final est atteint à la suite de la mise en place d'indicateurs intermédiaires essentiels tels que la mise en place d'un cadre stratégique, des textes juridiques de pilotage et de fonctionnement, l'identification et l'aménagement d'un site d'implantation. Toutefois les extrants suivants ont été obtenus à ce jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de l'étude conceptuelle du technopole agroindustriel</li> <li>- Rapport d'identification et de caractérisation du site du technopole agro industrielle disponible,</li> <li>- Cartes topographiques et géographiques du site disponible ;</li> </ul> <p>Liste des partenaires disponibles.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le site d'implantation du projet a été délimité et borné ;</li> </ul> <p>Les biens et mises en valeur sur le site du technopôle ont été évalués par la Commission Préfectorale.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Les extrants suivants sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procès Verbaux de réception des études disponibles ;</li> <li>- Les rapports des études de faisabilité</li> </ul> <p>Le rapport de l'étude géophysique et géotechnique.</p>							
Perspectives 2018	<p>Poursuivre la sécurisation du site du technopole. Consolider le cadre juridique et stratégique de l'intervention des différents acteurs et rechercher des partenaires stratégiques financiers du projet avec l'ONUDI. Effectuer les travaux d'aménagement et de bornage du terrain</p>							

## Action 06 MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PI

Les bons d'engagement, les procès-verbaux de réception et les fiches d'affectation de matériels et d'outils sont disponibles. Seul 7,3% du budget disponible dans cette rubrique était disponible pour nous, car comme nous l'avons mentionné précédemment 92.7% de ce budget est lié à la gestion du personnel en terme de salaires et autres, et la DDTPI n'est pas accréditée sur ces lignes.

OBJECTIF	Assurer la bonne mise en œuvre des activités de développement technologique et de la PI							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des actions inscrites dans la feuille de route ministérielle				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  98	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		89.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Rapports de suivi et de mise en œuvre des activités de la DDTPI					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	329 299 000	329 299 000	320 173 457	320 173 457	270 752 000	270 752 000	85 %	85 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action consiste à soutenir la mise en œuvre des activités courantes de fonctionnement de la Direction du Développement Technologique et la Propriété Industrielle. Il est également question d'améliorer le fonctionnement et la performance des services de la DDTPI.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Rapports de suivi et de mise en œuvre des activités de la DDTPI							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les bons d'engagement, les procès-verbaux de réception et les fiches d'affectation de matériels et d'outils sont disponibles. Seul 7,3% du budget disponible dans cette rubrique était disponible pour nous, car comme nous l'avons mentionné précédemment 92.7% de ce budget est lié à la gestion du personnel en terme de salaires et autres, et la DDTPI n'est pas accréditée sur ces lignes.							
Perspectives 2018	Disposer de plus de ressources pour une meilleure atteinte des résultats.							

# 2017

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.4. PROGRAMME 379

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE  
SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT  
TECHNOLOGIQUE

Responsable du programme

MOUNDI AMIDOU

### 2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Du fait de sa création récente, le MINMIDT est confronté à trois difficultés majeures à savoir:

- l'insuffisance des locaux tant au niveau des organes centraux que déconcentrés;
- la mise en œuvre lente des dispositions du nouvel organigramme ;
- le manque qualitatif et quantitatif de personnel.

<b>OBJECTIF</b>	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINMIDT	
<b>INDICATEUR</b>	<b>Intitulé :</b>	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT
	<b>Unité de mesure :</b>	Pourcentage
	<b>Année de référence</b>	2014
	<b>Valeur de référence</b>	<b>90</b>
	<b>Année cible</b>	2019
	<b>Valeur cible</b>	<b>100</b>
<b>RÉCAPITULATION DES ACTIONS</b>	Action 01 : Coordination et Suivi des Activités des Service du MINMIDT Action 02 : Études stratégiques et planification au MINMIDT Action 03 : Gestion financière et budgétaire au MINMIDT Action 04 : Développement du système d'information statistique au MINMIDT Action 05 : Amélioration du cadre de travail au MINMIDT Action 06 : Développement des Ressources Humaines Action 07 : Développement des TIC au MINMIDT Action 08 : Contrôle et Audit Interne au MINMIDT Action 10 : communication et relation publique au MINMIDT Action 11 : gestion des ressources documentaires au MINMIDT	
<b>DOTATIONS INITIALES</b>	<b>AE : 3 166 508 000 F CFA</b>	<b>CP : 3 166 508 000 F CFA</b>
<b>Responsable du programme</b>	<b>M. MOUNDI AMIDOU, Secrétaire Général (ai)</b>	

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINMIDT.	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	90.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2019

ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU MINMIDT	
	Action 02:	ETUDES STRATÉGIQUES ET PLANNIFICATION AU MINMIDT	
	Action 03:	GESTION FINANCIÈRE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	
	Action 04:	DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION STATISTIQUE AU MINMIDT	
	Action 05:	AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	
	Action 06:	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	
	Action 07:	DÉVELOPPEMENT DES TIC AU MINMIDT	
	Action 08:	CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	
	Action 09:	CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	
	Action 10:	COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE AU MINMIDT	
	Action 11:	GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 166 508 000	CP 3 166 508 000	
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MOUNDI AMIDOU,		

## 2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 379 a été exécuté dans un contexte d'activité parlementaire intense. Le Ministre devait défendre plusieurs projets de loi et coordonner la finalisation du Plan Directeur d'Industrialisation.

Par ailleurs le Décret Présidentiel N°2015/434 du 02 décembre 2015 a permis la nomination d'un nouveau Ministre. Ce changement a nécessité de prendre certaines dispositions logistiques et administratives en vue de la continuité du service.

En plus de ces cas majeurs le problème d'insuffisance des locaux dans les services centraux s'est avéré urgent puisque les structures logées sur le site du lac municipal ont été invités à déguerpir en vue de la construction d'un site touristique. Il a fallu trouver en urgence et en collaboration avec le MINDCAF, un site pour les reloger.

## 2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

<b>RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU (au 31 décembre 2017)</b>	Supervision du secteur minier
	Organisation des stages académiques et professionnels
	Fonctionnement des délégations régionales et départementales
	Réhabilitation des services du MINMIDT
	Équipement des Services du MINMIDT

	<p>Amélioration de la communication spécialisée</p> <p>Organisation des conférences annuelles des services centraux, déconcentrés et organismes sous tutelle</p> <p>Révision et actualisation des documents de planification du MINMIDT</p> <p>Élaboration d'un Manuel de Procédure Administrative</p> <p>Extension et interconnexion du réseau informatique</p>	
<b>TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR</b>	<b>70.44 %</b>	
<b>DOTATION DE CRÉDITS REVISES (écarts)</b>	<b>AE : 2 688 409 000 F CFA (- 478 099 000)</b>	<b>CP : 2 688 409 000 F CFA (- 478 099 000)</b>
<b>CRÉDITS CONSOMMES</b>	<b>Engagement : 2 456 427 000 F CFA</b>	<b>Ordonnement : 2 452 427 000 F CFA</b>
<b>TAUX DE CONSOMMATION DE CRÉDIT</b>	<b>91.22%</b>	
<b>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES</b>	Ce résultat se justifie par une amélioration conséquente de la gestion de la dépense. L'exécution du budget s'est déroulée dans un climat apaisé qui a permis à chaque ordonnateur d'engager ses dépenses.	
<b>PERSPECTIVES POUR 2017</b>	<p>La dotation du programme en 2017 est répartie sur les 11 actions que comporte le programme support tel qu'harmonisé dans tous les départements ministériels.</p> <p>En plus des activités courantes de coordination, de supervision et d'appui aux programmes opérationnels, un accent sera mis sur la maturation des projets afin de disposer d'une banque de projets en attente de financement. La maîtrise des effectifs et de la masse salariale sera également un enjeu important en vue de la mise en œuvre du projet SIGIPES 2.</p>	

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Supervision du secteur minier Organisation des stages académiques et professionnels Fonctionnement des délégations régionales et départementales Réhabilitation des services du MINMIDT Équipement des Services du MINMIDT Amélioration de la communication spécialisée Organisation des conférences annuelles des services centraux, déconcentrés et organismes sous tutelle Révision et actualisation des documents de planification du MINMIDT Élaboration d'un Manuel de Procédure Administrative Extension et interconnexion du réseau informatique	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	70	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 688 414 279	CP 2 688 414 279
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 478 093 721	Ecart CP 478 093 721
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 456 427 000	CP 2 456 427 000
TAUX DE CONSOMMATION	91 %	91 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Ce résultat se justifie par une amélioration conséquente de la gestion de la dépense. L'exécution du budget s'est déroulée dans un climat apaisé qui a permis à chaque ordonnateur d'engager ses dépenses.	
PERSPECTIVES 2018	La dotation du programme en 2017 est répartie sur les 11 actions que comporte le programme support tel qu'harmonisé dans tous les départements ministériels. En plus des activités courantes de coordination, de supervision et d'appui aux programmes opérationnels, un accent sera mis sur la maturation des projets afin de disposer d'une banque de projets en attente de financement. La maîtrise des effectifs et de la masse salariale sera également un enjeu important en vue de la mise en œuvre du projet SIGIPES 2.	

## 2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU MINMIDT									
OBJECTIF	Mettre à disposition des moyens d'accompagnement favorables à la mise en œuvre et au suivi des activités des structures des organes centraux, déconcentrés et sous tutelle du MINMIDT								
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités inscrites sur la feuille de route ministérielle					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	70.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 054 685 000	2 054 685 000	1 878 402 763	1 878 402 763	1 652 852 000	1 652 852 000	88 %	88 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans la perspective de suivi et de la gestion harmonieuse et efficace des programmes du MINMIDT conformément au texte organique du MINMIDT								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matrice d'évaluation de la Feuille de Route 2017 ;</li> <li>- Volet épistolaire d'évaluation de la Feuille de Route 2017 ;</li> <li>- Feuille de Route 2018.</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La lourdeur des procédures passation des marchés publics a ralenti la mise en œuvre des certaines activités de la feuille de route qui en dépendaient, d'où la non atteinte totale de l'objectif fixé.								
Perspectives 2018	Améliorer la dotation budgétaire de cette action pour un suivi des activités des services déconcentrés et des structures sous-tutelle								

## Action 02 Etudes stratégiques et planification au MINMIDT

OBJECTIF	Promouvoir la planification et meilleure mise en œuvre de la stratégie ministérielle							
Indicateur	Intitulé:		Nombres d'outils de la planification et de mise en œuvre de la stratégie disponibles par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		12.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	149 234 000	149 234 000	96 965 310	96 965 310	90 965 000	90 965 000	90 %	90 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'arrêt de l'élaboration des stratégies ministérielles en faveur des stratégies sectorielles</p> <p>L'arrêt de l'élaboration des Programmes d'Actions Prioritaires (PAP) en faveur de la revue des programmes</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Revue et actualisation des programmes du MINMIDT</p> <p>Élaboration du Cadre des Dépenses à Moyen Terme</p> <p>Élaboration et production des documents promotionnels au MINMIDT</p> <p>Maturation des projets identifiés par le MINMIDT</p> <p>Mise en Œuvre et Suivi des Études, Projets et Activités de Coopération (Division des Etudes, des Projets et de la Coopération)</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources allouées à cette action ont permis d'élaborer les rapports de revue des programmes et du CDMT.</p> <p>Un atelier de pré validation des éléments de maturité a été organisé et a permis l'obtention d'une note de 98% à la conférence d'évaluation des CDMT au MINEPAT.</p>							
Perspectives 2018	<p>Mise en place d'une banque des projets ministériels</p> <p>Production des documents promotionnels</p> <p>Suivi de la mise en œuvre des projets</p> <p style="text-align: right;">Élaboration des nouveaux outils de planification</p>							

### Action 03 Gestion financière et budgétaire au MINMIDT

OBJECTIF	Promouvoir la planification et la culture de l'évaluation							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'outils de la chaîne PPBS disponible				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		6.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		6.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	82 000 000	82 000 000	75 535 042	75 535 042	75 535 000	75 535 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en application de la réforme de la gestion des finances publiques</p> <p>Le fonctionnement de la Chaîne PPBS;</p> <p>Le déploiement de l'application informatique PROBMIS.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La revue/actualisation des programmes;</li> <li>- Le Cadre des Dépenses à Moyen Terme ;</li> <li>- Élaboration du Rapport Annuel de Performance;</li> <li>- Élaboration du Rapport de la Chaîne de Résultat;</li> <li>- Élaboration du Projet de Performance ; des Administrations (PPA);</li> </ul> <p>Le Plan de Travail Annuel.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources allouées ont permis la réalisation des outils suscités et un meilleur suivi de l'exécution du budget.							
Perspectives 2018	Les ressources allouées ont permis la réalisation des outils suscités et un meilleur suivi de l'exécution du budget.							

## Action 04 Développement du système d'information statistique au MINMIDT

OBJECTIF	Améliorer le dispositif statistique du MINMIDT							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'annuaire statistiques produit				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		10.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	56 000 000	56 000 000	46 355 614	46 355 614	46 355 000	46 355 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'absence de données statistique dans le domaine industriel, minier et du développement technologique							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Compilation des données statistiques des services déconcentrés ; Draft zéro de l'annuaire produit.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La banque de données statistique a été élaborée Les rapports des études prospectives et industrielles ont été produits L'annuaire statistique a été produit.							
Perspectives 2018	Renforcer le système d'information statistique du MINMIDT Renseigner la chaîne de résultat des programmes du MINMIDT							

## Action 05 Amélioration du cadre de travail au MINMIDT

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et des équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Taux de personnel disposant d'un poste de travail complet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		60.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	127 000 000	127 000 000	106 998 546	106 998 546	106 998 000	106 998 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'insuffisance des infrastructures et le niveau de délabrement avancé des infrastructures existantes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Matériel informatique acheté pour la Délégation Régionale de l'Est ;</li> <li>-Délégations Départementales du Nyong et So'o, de la Benoué, du Boyo, et des Bamboutos réhabilités ;</li> <li>-Délégation Départementale du Lebialem construite ;</li> <li>- Matériel informatique acheté pour les Délégations Départementales de la Kadey, du Ndian, du Mayo-Banyo, du Noun, de la Momo, et du Nyong et Mfoumou ;</li> <li>-Mobilier de bureau acheté pour les Délégations Départementales de Mayo Tsanaga, du Dja et Lobo et du Mayo-Danai,</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Les ressources allouées ont permis de réhabiliter les délégations régionales et départementales, d'acquérir du matériel et mobilier de bureau des services centraux et déconcentrés et le matériel roulant. Compte tenu des ressources allouées au MINMIDT et à la réalisation d'autres projets prioritaires, l'enveloppe allouée à cette action n'a pas pu être revue à la hausse. Ce qui justifie le taux maintenu à 10%. Les études sur la construction de l'immeuble siège n'ont pas pu être effectuée à cause de la non attribution d'un site. Les crédits y afférents ont permis l'acquisition du matériel informatique et l'extension du réseau.</p>							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réhabilitation des délégations régionales et départementales ;</li> <li>-acquisition du matériel et mobilier de bureau des services centraux et déconcentrés ;</li> <li>-acquisition du matériel roulant ;</li> </ul>							

## Action 06 DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

<b>OBJECTIF</b>	Renforcement des capacités du personnel et gestion de la carrière et de la solde							
<b>Indicateur</b>	Intitulé:		Nombre de personnels ayant bénéficié d'une formation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		350.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		1000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
<b>Indicateur</b>	Intitulé:		Nombre d'actes de carrières, solde et pensions				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		250.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		3000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
<b>CRÉDITS</b>	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	192 000 000	192 000 000	157 128 191	157 128 191	157 128 000	157 128 000	100 %	100 %
<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION</b>	<p>La spécificité des missions du MINMIDT nous impose une capacitation constante de notre personnel. Le SIGIPES a été non fonctionnel dans la période du 08 janvier au 19 avril 2016 à cause d'une panne matérielle sur le serveur. Lors de la remise en service du système, il y'a eu de nombreuses pertes dans la base de données des Personnels de l'État.</p> <p>En ce qui concerne le MINMIDT 980 actes de carrière 186 modèles d'actes étaient introuvables ou incohérents.</p>							
<b>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</b>	<p>Renforcement des capacités du personnel sur les missions d'inspection des établissements classés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités du personnel sur l'Ethique, la déontologie et la rédaction administrative ;</li> <li>- Manuel de procédure de gestion des ressources humaines ;</li> <li>- Recensement physique des personnels.</li> </ul>							
<b>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</b>	<p>Les ressources allouées à cette action ont permis de former 380 personnels au cours de l'année 2017. Le projet de formation n'a pas pu être exécuté à cause de dysfonctionnement dans le processus de passation du marché.</p>							
<b>Perspectives 2018</b>	<p>Une amélioration constante de la qualité des formations et des infrastructures sont indispensables pour le personnel du MINMIDT dans la perspective de l'augmentation de l'efficacité des personnels de notre administration. Accroître le nombre de personnel formé dans les domaines spécifiques du MINMIDT.</p>							

## Action 07 Développement des TIC au MINMIDT

OBJECTIF	Améliorer la performance du MINMIDT, par l'utilisation des TIC.							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'accessibilité aux TIC				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	98 000 000	98 000 000	84 596 412	84 596 412	84 596 000	84 596 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Compte des défis de mise en place du e-government, le MINMIDT s'est engagé à mettre à place une infrastructure réseau performante qui va permettre la mise sur pied des services de communications et d'échanges d'information fiables. En 2014, un réseau fibre optique a été installé à l'immeuble rose. Et des réseaux physiques implémentés dans les délégations régionales en 2015.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources ont été essentiellement utilisées pour payer les prestataires ayant réalisés le marchés sur le réseau à Ngouso et Nkolbisson ainsi que l'audit du par et l'acquisition des logiciels authentiques.							
Perspectives 2018	<p>Continuer le projet de mise en place du réseau dans les autres sites des services centraux. Interconnecter ces réseaux. Hébergement et maintenance des applications web et des sites web.</p> <p>Acquisition et configuration des serveurs d'applications et équipements d'administration des réseaux informatiques.</p>							

## Action 08 CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT

OBJECTIF	Assurer une gestion efficace des ressources							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de missions d'audit effectuées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		8.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	97 589 000	97 589 000	61 134 992	61 134 992	61 014 000	61 014 000	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'ignorance des textes réglementaires et procédures régissant les activités minières et industrielles tant du personnel que les usagers du MINMIDT, a occasionné le développement du phénomène de la corruption, Pour l'éradiquer, des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des textes sus évoquer est indispensable.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- (01) Rapport de missions de sensibilisation sur les méfaits de la corruption disponible ;</li> <li>- Cinquante-deux (52) rapports de missions d'audit des services centraux, déconcentrés et sous-tutelle. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation des personnels et des usagers dans les services déconcentrés dans le cadre de la lutte contre la corruption ;</li> </ul> </li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le but visé dans le cadre de la sensibilisation de la lutte contre la corruption a été atteint car le rayon d'action n'était que la région du centre, ce qui représente 10% du travail à réaliser. Les activités de l'Inspection Générale ont été budgétisées dans cette action.</p> <p>Ce qui ne permet pas d'évaluer la performance dans cette action.</p> <p>Des dotations budgétaires ont été allouées aux inspecteurs afin d'optimiser leur rendement.</p>							
Perspectives 2018	Accroître les ressources allouées à cette activité afin de produire des check-lists dans tous les domaines, d'activité du MINMIDT, d'étendre la sensibilisation à toutes les régions et d'améliorer la prise en charge des personnels chargés de la sensibilisation dans le cadre de la lutte contre la corruption.							

## Action 09 CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT

OBJECTIF	Optimiser la production / présentation des textes juridiques et la gestion du contentieux							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de textes et de conclusions juridiques élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		41.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		250.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	134 500 000	134 500 000	67 896 684	67 896 684	67 896 000	67 896 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'ignorance des textes réglementaires et procédures régissant les activités minières et industrielles tant du personnel que les usagers du MINMIDT, est à l'origine de plusieurs dysfonctionnements, d'où la nécessité d'élaborer ces différents textes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rédaction de dix-huit (18) conclusions et mémoires de défense de l'État en justice ;</li> <li>- Finalisation des textes d'application du Code Minier.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La modicité des sommes allouées à ces activités ne favorise pas l'atteinte des objectifs. De plus, le manque de collaboration avec les services techniques dans le traitement des dossiers et l'élaboration des actes sont également des entraves à ces activités.							
Perspectives 2018	La modicité des sommes allouées à ces activités ne favorise pas l'atteinte des objectifs. De plus, le manque de collaboration avec les services techniques dans le traitement des dossiers et l'élaboration des actes sont également des entraves à ces activités.							

## Action 10 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE AU MINMIDT

OBJECTIF	Promouvoir la politique du gouvernement dans les secteurs des mines, de l'industrie, du développement technologique et de la qualité							
Indicateur	Intitulé:		Nombres des supports issus de la réalisation des activités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		37.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		217.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSUMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	103 500 000	103 500 000	61 118 679	61 118 679	55 031 000	55 031 000	90 %	90 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Dans la réalisation de ses missions, le MINMIDT doit satisfaire l'exigence de transparence et l'obligation de rendre compte aux populations de ses activités et des résultats atteints. Dans son volet « Gouvernance et Etat de droit » le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) recommande au gouvernement l'« <b>Amélioration de l'accès du citoyen à l'information pour le contrôle de la gestion des affaires publiques</b> ».La mise à disposition du public de l'information, nécessite l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie de communication déclinant en actions concrètes, la stratégie de communication gouvernementale dans les domaines des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cent soixante-dix (170) publications et communiqués ont été produits ;</li> <li>- Quarante (40) cérémonies ont été organisées avec couverture médiatique, radio, télé et presse écrite ;</li> </ul> <p>Abonnement aux publications de la SOPECAM et cinq (05) organes de presse privée souscrits.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les fonds alloués à cette action ont permis la souscription à des publi reportages dans la presse nationale et internationale, la couverture médiatique des événements et la mise à jour du site web.</p>							
Perspectives 2018	Améliorer la communication sur les événements.							

## Action 11 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT

OBJECTIF	Améliorer la qualité de la gestion documentaire au MINMIDT							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage de documents classés selon le plan de classement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		5.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		70.0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	72 000 000	72 000 000	52 282 046	52 282 046	52 282 000	52 282 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Depuis l'éclatement de l'ex MINDIC en quatre départements ministériels, le MINMIDT n'a pas pu créer son fond documentaire. C'est dans cette optique que cette formation, préalable à la mise en place de ce fond, a été organisée.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Formation initiale des personnels à la documentation et l'archivage effectuée ; Bureau Aménagé							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Une formation de 54 personnels des services centraux et déconcentrés ainsi que le suivi desdits personnels dans leurs structures respectives pendant un mois ont été organisés.							
Perspectives 2018	Il est nécessaire d'allouer des ressources supplémentaires pour la poursuite de cette action afin de mettre en place un système harmonisé de classement, d'élaborer un manuel de procédure y relatif, d'acquérir le matériel adéquat, d'avoir un système numérisé, d'avoir un local pour classer et sécuriser les archives et de déverser les archives mortes aux archives nationales.							

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

### 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Afin d'atteindre son objectif stratégique qui est d'assurer l'industrialisation à travers la transformation des matières premières locales ainsi que la promotion des exportations, le MINMIDT a exécuté ses 4 programmes pour un taux de réalisation global de **88.26%** des actions inscrites sur la feuille de route. Les détails des activités menées conformément aux sous objectifs sont répartis ainsi qu'il suit:

#### i. la valorisation des richesses minières du pays :

- la canalisation de certaines substances minérales par le CAPAM et le prélèvement de 15% de la production de l'or issu des exploitations artisanales a permis la rétrocession de plus de 168 kg d'or au trésor public;
- l'adoption du code minier par le Parlement et sa promulgation à travers la loi 2016/017 du 14 décembre 2016 par le Président de la République a permis un meilleur encadrement juridique des activités dans le secteur minier;
- la réalisation des campagnes géophysiques aéroportées en collaboration avec le PRECASEM a permis la couverture cartographique du territoire National à 80 % ;

#### ii. la promotion de la transformation de l'aluminium et de l'acier :

Le projet de fer de MBALAM en particulier et les projets miniers en général ont connu des retards dus à la chute drastique des cours des matières premières sur le marché international. Un comité interministériel a été mis en place aux Services du Premier Ministre afin de suivre la mise en œuvre de ces projets. Les travaux du comité ont abouti à la signature d'un accord de transition pour la réorientation stratégique du projet de Fer de Mbalam entre l'État et CAMIRON. Il est nécessaire de construire certaines infrastructures avant le démarrage de l'exploitation. Un partenaire a d'ailleurs été sélectionné à cet effet et un MOU a été signé avec le Ministère des Travaux Publics. Il convient de souligner que ce projet va générer plus de 50 000 milliards F CFA en 25 ans, avec un Taux de Rentabilité Interne de 27,4 %

#### iii. développement des filières porteuses de croissance et créatrices d'emplois :

- le processus d'élaboration du Plan Directeur de l'Industrialisation(PDI) a connu de retards considérables dû essentiellement aux lenteurs administratives. La finalisation du PDI est prévue en cette année 2016. Néanmoins les premiers livrables ont été élaborés et validés. Il s'agit de l'état des lieux et de l'étude diagnostic
- l'accompagnement de l'investissement privé a abouti :
  - o à l'implantation de nouvelles cimenteries telles que DANGOTE et CIMAF. S'agissant de DANGOTE, le lancement des activités s'est tenu en 2015 à Douala sous la présidence du

Premier Ministre, Chef du Gouvernement. La Cimenterie G-POWER CEMENT est en construction à Limbé.

o à l'augmentation de la capacité de production de SIC-CACAO avec la transformation de 18 000 tonnes supplémentaires de poudre de cacao en 2015. Ceci va permettre la transformation de 25% de la production nationale des fèves de cacao, contre 15%.

o dans le cadre de la mise en œuvre de la phase pilote du programme d'appui à la transformation locale du cacao, cinq unités industrielles ont été sélectionnées afin d'atteindre un taux de transformation de près de 30% d'ici 2017. Ce programme vise à faire passer le taux de transformation actuel de cacao qui est de 15%, à 40% d'ici 2020 suivant les prescriptions du DSCE. Les Cinq unités industrielles retenues pour la phase pilote de 2015 à 2017 sont NOHANYAMEDJO à Douala dans le Littoral; FAPAMINDUSTRY à Mbalmayo au Centre; Commune de Meyomessala au Sud; PROTCAO à Bertoua à l'Est; PRODUCAM à KEKEM à l'Ouest.

#### iv. **l'objectif de faire du Cameroun une véritable destination d'investissements :**

- Après la promulgation de la loi 004 du 18 avril 2013 portant incitation à l'investissement privé en République du Cameroun, 44 conventions ont signées depuis 2014. Les investissements prévisionnels sont chiffrés à 429 milliards de francs CFA et près de 15600 potentiels dès la mise en œuvre de ces projets. Les entreprises sont réparties dans les domaines de l'agro-industrie, la construction métallique, l'industrie pharmaceutique, les matériaux de construction, les matériaux de transport et logements sociaux.
- La mise en place d'un guichet d'accueil des investisseurs étrangers dans les aéroports.
- L'harmonisation des inspections des établissements classés conformément aux recommandations du CBF afin d'améliorer le climat des affaires

#### v. **Sur la promotion et le développement des normes et qualités ;**

- l'élaboration du projet de loi sur la sécurité sanitaire des aliments,
- l'adoption de 900 nouvelles normes,
- l'élaboration du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement,
- l'assainissement du secteur des whiskies en sachet.

#### vi. **la promotion et la valorisation des innovations technologiques :**

- l'élaboration du Programme National du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle;
- l'élaboration du Document de politique gouvernemental de la PI ;
- l'élaboration du Document de stratégie nationale de développement technologique ;
- la Construction d'un bio digesteur pour la création du biogaz à partir des déchets;

- la construction d'un séchoir modulable avec contrôle de température ;
- la Promotion de 40 technologies menées sur le plan national à travers les Journées technologiques nationales;
- la réalisation de l'étude caractéristique du cacao rouge pour la phase I du cahier de charge,
- l'identification des bassins de production du cacao rouge et la circonscription de la zone de production ;
- la conception et la mise en fonctionnement des actifs camerounais de la propriété intellectuelle,
- la conception du document technique du branding du poivre blanc de Penja.

### 3.2. LEÇONS APPRISES

Au terme de ces travaux, nous pouvons constater qu'au cours de l'exercice budgétaire 2017, la mise en œuvre des programmes au MINMIDT a connu une meilleure exécution que dans les exercices précédents. Cependant on note avec regret la non consommation des crédits destinés à la création des zones économiques faute de textes réglementaires sur le transfert de compétence.

Ainsi, il peut être relevé comme leçon qu'une mauvaise définition des objectifs et des indicateurs des programmes, de même que la budgétisation des projets immatures ont mitigé l'atteinte des objectifs assignés au MINMIDT.

Par conséquent, pour les exercices futurs, ces points devront être corrigés afin de permettre au MINMIDT d'être plus performant.

### 3.3. PERSPECTIVES 2018

Afin d'améliorer la performance globale du MINMIDT, il serait nécessaire de:

- Reformuler certains indicateurs afin de les rendre SMART;
- S'assurer du suivi de l'atteinte des objectifs à travers des tableaux de bord et le renseignement des bases de données statistiques;
- respecter des critères de maturation des projets pour faciliter l'exécution du budget tout en permettant d'atteindre aisément les objectifs du projet;
- Augmenter la dotation réservée aux études: en effet, le MINMIDT est un ministère stratégique, l'implantation des industries ; l'exploitation des mines et la production des prototypes des inventions nécessitent essentiellement des études de faisabilité et de maturation des projets. Cependant, les moyens consacrés à la réalisation des études restent limités, ce qui ne permet pas d'enrichir le portefeuille des projets à soumettre aux investisseurs pour financement;
- Procéder au recrutement qualitatif et quantitatif des ressources humaines dans les métiers

de l'industrie, la mine et la géologie;

- S'assurer de la cohérence entre les tâches et les activités, les activités et les actions; et les actions et les programmes. Ceci permettra d'assurer la chaîne de résultat.

**Les perspectives du MINMIDT pour les années à venir se rapportent aux points ci-après :**

- l'accélération de la promulgation du projet de loi portant Code Minier afin d'assurer la régulation du secteur minier;
- l'extension du traçage et de la certification aux autres substances précieuses en plus du diamant sous la houlette du SNPPK;
- l'intensification de l'amélioration de l'information géologique et minière ;
- la prospection de nouveaux gisements diamantifères ;
- la mise en place d'une base de données statistique pour la production du diamant;
- la poursuite de la mise en œuvre de la loi portant code des investissements au Cameroun ;
- Le suivi de la mise en œuvre de la loi sur les incitations à l'investissement privé ;
- La poursuite de la mise à niveau des entreprises du secteur minier;
- La promotion de nouvelles indications géographiques ;
- La poursuite des études en vue de la création d'un technopole agroindustriel au Cameroun ;
- La promotion de la bonne gouvernance ;
- L'amélioration des conditions de travail au MINMIDT ;
- La construction de l'immeuble siège du MINMIDT.